

# **l'Anti**capitaliste

n°591 18 novembre 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

## TANT QU'IL LE FAUDRA



# FEMINISTES ET ANTICAPITALISTES

### Dossier

## 25 NOVEMBRE:

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES **Pages 6 et 7**

### ÉDITO

Construire la riposte face à la radicalisation raciste **Page 2**

### PREMIER PLAN

Présidentielle. Macron en campagne: chasse aux pauvres, chasse aux chômeurEs, chasse aux migrantEs **Page 2**



### ACTU INTERNATIONALE

Chine. Xi Jinping chante ses louanges au comité central du PCC **Page 5**

### LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Sonia Bisch, porte-parole de «Stop aux violences obstétricales et gynécologiques» **Page 12**



Par JULIEN SALINGUE

## Construire la riposte face à la radicalisation raciste

**A** lors que des milliers de réfugiés, transis de faim et de froid, sont bloqués aux frontières de l'Europe forteresse et font l'objet d'odieuses manœuvres politiques, tandis que les rapports s'accroissent pour dénoncer les violences et les « traitements dégradants » dont sont victimes les migrantEs en France, la surenchère raciste se poursuit dans le cadre de l'élection présidentielle. Dernier exemple en date avec le débat entre les pré-candidats des Républicains le 14 novembre, durant lequel les cinq prétendants ont rivalisé de propositions anti-immigrés. Xavier Bertrand a ainsi prôné une baisse de 30 % de l'immigration de travail et de 50 % des visas étudiants, tout en divisant par trois le regroupement familial. Éric Ciotti a proposé « [d']arrêter le regroupement familial ». Valérie Pécresse a affirmé vouloir en finir avec « le droit du sol automatique » pour les enfants nés en France. Michel Barnier a défendu un « moratoire » pour « mettre un coup d'arrêt » à l'immigration. Et l'on n'oublie pas Philippe Juvin, qui s'en est pris à la Convention européenne des droits de l'homme et a expliqué vouloir « mettre absolument fin à l'immigration sociale » (sic).

Un véritable concours Lépine des mesures racistes donc, qui ne contraste malheureusement ni avec la tonalité générale de la campagne, lepenisée et zemmourisée à l'extrême, ni avec les politiques concrètes du gouvernement Macron : traque des migrantEs, réduction des visas et augmentation des expulsions. Et le moins que l'on puisse dire est que, face à cette radicalisation raciste, la gauche sociale et politique ne brille pas par la radicalité de son antiracisme.

Il y a urgence à renverser la vapeur, ce qui signifie non seulement faire entendre un tout autre discours, défendant l'accueil inconditionnel des réfugiés, la régularisation de toutEs les sans-papiers et la liberté de circulation et d'installation, mais aussi et surtout reprendre la rue. À ce titre, on ne peut que se féliciter que des initiatives soient en préparation en vue du 18 décembre, Journée internationale des migrantEs, avec la perspective de manifestations dans plusieurs villes de France. Le NPA et son candidat Philippe Poutou seront évidemment partie prenante de ces mobilisations, et œuvreront à contribuer à la réussite de cette importante étape dans la construction de la nécessaire riposte antiraciste.

## BIEN DIT

*Il n'y a que Philippe Poutou qui puisse sauver cette élection présidentielle.*

GUILLAUME MEURICE, télérama.fr, 11 novembre 2021

# À la Une

## PRÉSIDENTIELLE Macron en campagne : chasse aux pauvres, chasse aux chômeurEs, chasse aux migrantEs

Retour sur le discours de Macron du 9 novembre et sur les mesures annoncées par le président et, dans les jours qui ont suivi, par ses ministres : derrière l'autosatisfaction du président, le dangereux programme du candidat.

**L**ors de son discours du 9 novembre, Macron a bien été obligé de le reconnaître d'emblée : la cinquième vague est bien là. Ce qui est déjà, en soi l'aveu d'un échec. En effet, en France et partout en Europe, la circulation du virus repart à la hausse. Au point que l'OMS en fait aujourd'hui l'épicentre de l'épidémie et s'inquiète du risque de 500 000 morts supplémentaires en Europe cet hiver.

### Toujours rien pour la santé

En poursuivant la politique de démantèlement des services publics de santé et en refusant la levée des brevets et la réquisition des installations pour produire des vaccins en masse pour toute la planète, le gouvernement et les groupes pharmaceutiques portent la lourde responsabilité de cette remontée prévisible. Et ce n'est pas l'aumône de quelques doses pour les pays pauvres qui y changera quoi que ce soit...

Il a beau y avoir 51 millions de vaccinés en France, comme s'en vante Macron, la couverture vaccinale n'est que de 87 % pour les plus de 80 ans, une catégorie à risque où l'incidence du virus augmente le plus. Mais Macron a la solution miracle : le coup de pression. Et d'expliquer qu'à partir du 15 décembre, le pass sanitaire sera conditionné à une troisième dose pour les plus de 65 ans et personnes vulnérables, annonçant aussi un renforcement des contrôles ! Les soignantEs ont quant à eux dû se contenter de l'hommage et des beaux discours sur tout ce qui aurait déjà été fait par le gouvernement depuis le début de la pandémie. Tout le monde peut pourtant mesurer la réalité de cette politique dans la situation actuelle des hôpitaux, avec par exemple les 20 % de lits fermés faute de personnels ou les 1300 démissions



d'étudiantEs-infirmierEs dégoûtés par leurs conditions de travail.

### Le mythe des chômeurEs fainéants

Par contre, le président candidat s'est montré bien plus concret lorsqu'il a égrené le catalogue des offensives diverses et variées contre le monde du travail et l'ensemble de la population. À commencer par l'assurance chômage dont la première phase d'une contre-réforme inique a débuté au 1<sup>er</sup> octobre. Et ce n'est pas fini, avec l'annonce de la suspension des allocations chômage pour les demandeurEs d'emploi qui ne seraient pas en recherche active correspond bien à une vieille rengaine de droite. Autre rengaine : celle des chômeurEs-fraudeurEs, avec l'annonce par la ministre Élisabeth Borne, dans la foulée du discours de Macron, d'une augmentation des contrôles de 25 % afin « qu'on s'assure que les demandeurs d'emploi cherchent effectivement du travail ». Comme si le chômage était une situation confortable ! Une fois de plus, il s'agit de jeter la suspicion sur les chômeurEs et, plus globalement, sur

les pauvres. Et pendant ce temps-là, les fraudeurs et évadés fiscaux courent toujours...

Sur la question des retraites, Macron ne fait que reculer pour mieux sauter à l'après-présidentielle. Pas de mise en œuvre d'ici là, mais la voie est bien tracée pour la suite, Macron insistant sans surprise sur la nécessité de « travailler plus longtemps, en repoussant l'âge légal de départ ». Enfin, alors que la question climatique est une urgence absolue, Macron relance benoîtement la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, certainement afin « d'être à la hauteur de nos engagements au moment de la COP26 », tout en prétendant que le nucléaire ferait baisser les coûts de l'énergie pour les consommateurEs. On croit rêver...

### Résister au rouleau compresseur

Par contre aucune trace de la question la plus urgente, celle du niveau des salaires, des pensions et des allocations, largement distancées par l'augmentation des prix. C'est toujours la même logique, qui avait présidé à l'attribution de la « prime

énergie » de 100 euros : ne surtout pas s'en prendre aux racines du problème, ne surtout pas mettre à contribution les plus riches et les grandes entreprises, et faire passer pour de généreux cadeaux des mesures ponctuelles minimales qui ne résoudront rien.

Derrière l'auto-satisfaction d'un président fier de son bilan et toujours aussi arrogant, le traitement de choc qui tient lieu de programme électoral pour le futur candidat annonce des lendemains bien sombres. Guerre aux chômeurs, guerre aux pauvres, et aussi guerre aux migrantEs : au moment même où certains, du côté de la Macronie, font mine de dénoncer le sort infligé aux réfugiés à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, la traque continue en effet en France, et Gérald Darmanin fait monter les enchères avec la Grande-Bretagne tandis que les flics continuent de détruire les campements et d'agir violemment contre les migrantEs sans qu'aucune solution d'accueil digne ne soit proposée à ces derniers.

Des lendemains bien sombres, à moins que nous ne mettions un grand stop à Macron et compagnie, et à leurs amis capitalistes qu'ils défendent si servilement : c'est bien ce que nous comptons faire, en soutenant et en développant les mobilisations chez les salariéEs du public comme du privé et dans la jeunesse, pour des conditions de vie dignes, pour de vrais emplois et de vrais salaires, ainsi que les mobilisations antiracistes et contre toutes les oppressions et discriminations. Au-delà, et c'est ce que nous porterons notamment avec la candidature de Philippe Poutou, il s'agit bien de faire vivre la perspective d'une rupture radicale avec les logiques capitalistes et les politiciens au service des plus riches.

## COP26 Sommet de l'inaction criminelle

Après une prolongation de plus d'une journée et plusieurs versions successives, la COP26 a livré le texte final de l'accord. La mention (enfin) des énergies fossiles est saluée comme une avancée. Mais...

**U**ne avancée ? C'est partiellement vrai : l'accord de Paris en 2015, comme les textes émanant des COP suivantes, prétendaient lutter contre le changement climatique sans jamais mentionner explicitement les énergies fossiles qui en sont la cause première. Mais la formule finale de la déclaration de la COP26, « accélérer les efforts vers la diminution de l'énergie au charbon sans système de capture et stockage du carbone » et la fin « des subventions inefficaces aux énergies fossiles » est tellement alambiquée qu'elle ne veut plus rien dire.

### Les lobbyistes ont gagné

Aucune avancée dans le sens de la réduction de la dette climatique à l'égard du Sud global, ni le Fonds vert de 100 milliards de dollars promis il y a plus de dix ans pour limiter le changement climatique et combattre ses effets – inférieur à 80 milliards et surtout majoritairement fait de prêts – ni la compensation des « pertes et préjudices » déjà subis. Un résultat qui n'étonne pas quand on sait que les lobbyistes agréés des industries fossiles étaient plus nombreux (503) que les délégations des huit pays les plus touchés par la catastrophe climatique et deux

fois plus nombreux que les représentantEs des peuples autochtones. Si l'objectif des 1,5 °C est réaffirmé, les niveaux de production d'énergies fossiles sont plus de deux fois supérieurs à ce qui permettrait de l'atteindre, les engagements actuels prévoient une augmentation de 13,7 % des émissions d'ici 2030, alors qu'il faudrait les réduire de 59 % globalement et de 65 % dans l'Union européenne. La COP26 illustre une nouvelle fois la citation d'Einstein : « Un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé ». Le changement climatique

ne peut être combattu efficacement avec les mécanismes de marché et la fuite en avant dans les fausses solutions technologiques, qui sont les outils du productivisme capitaliste dissimulés sous la promesse de la neutralité carbone en 2050.

### Contre l'effet de serre : ni EPR ni SMR !

Macron avait juré de reprendre « sans filtre » les propositions de la Convention citoyenne pour le climat. Il n'en a rien été. Pour le coup, c'est « sans filtre » et en jupitérien qu'il a décidé de relancer le nucléaire. En annonçant le 12 octobre le

# Un monde à changer

**APPELS AU MEURTRE PAR DES NÉONAZIS.** Début novembre, le journal en ligne StreetPress révélait une vidéo de soutiens d'Éric Zemmour, membres du groupuscule «la Famille gallicane», en train de s'exercer au tir en forêt sur des cibles constituées de caricatures d'un juif, d'un musulman et d'un noir. Le moins que l'on puisse dire est que cette information n'a eu qu'un faible écho médiatique et politique, comme c'est malheureusement à peu près toujours le cas avec les violences de l'extrême droite. Et pourtant, comme l'a révélé – entre autres – le procès de l'OAS (Organisation des armées sociales) en octobre, les néofascistes et néonazis ne versent pas dans le folklore, avec de véritables projets d'attentats contre des mosquées, des commerces et des personnalités politiques. Le 15 novembre, StreetPress apportait de nouveaux éléments concernant les agissements de cette dangereuse «mouvance» : des appels au meurtre explicite diffusés sur un canal Telegram suivi par 1500 personnes : «Des viseurs d'armes collés sur le front des musulmans, des juifs et des noirs ainsi que des politiques et des journalistes. Littéralement. Le photomontage publié la semaine dernière sur le canal Telegram d'extrême droite Les Vilains Fachos

est un appel au meurtre explicite. En commentaire, sur un ton faussement humoristique, les administrateurs de cette chaîne glissent même un lien vers un site internet permettant d'acheter des pistolets à poudre noire, "létaux pour 130 euros, sans contrôle et livrés par la poste". Dans le viseur de ces néonazis, des dessins racistes censés figurer les musulmans, les juifs et les noirs et des photos ou caricatures racistes de personnalités engagées contre l'extrême droite. On trouve côte à côte, le candidat à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon, la députée de la France insoumise Danièle Obono, un syndicaliste étudiant [souhaitant demeurer anonyme] ainsi que les journalistes Taha Bouhafs (Le Média) et Mathieu Molard, rédacteur en chef de StreetPress. Dernier visage, celui d'Anne Frank, jeune adolescente déportée par les nazis et morte au camp de Bergen-Belsen.» Notre solidarité avec les personnes menacées est totale. Et il est évident que cette dangereuse fuite en avant des groupuscules d'extrême droite ne se déroule pas hors sol, mais bien dans un climat politico-médiatique dégueulasse, contre lequel il est plus qu'urgent de se mobiliser, avant qu'il ne soit trop tard.

## BREVETS COVID Un hold-up équivalent à l'embauche de 59 000 infirmierEs

Les brevets sont synonymes d'apartheid vaccinal, mais aussi de hold-up sur la Sécu, avec les prix forts qu'ils imposent, pour des vaccins financés sur fonds publics. Avec les 2,5 milliards d'euros déboursés pour l'achat des vaccins anti-covid, on aurait pu embaucher 59 000 infirmierEs!

Seuls 4,5% des habitants des pays à faible revenu sont vaccinés contre le Covid-19, contre 61% des européens et 67% des américains. L'apartheid vaccinal tue, fragilise les plus pauvres, prolonge la pandémie, aggrave les risques de nouveaux variants plus agressifs. Et à l'heure de l'austérité dans la santé, du «risque d'un effondrement de l'hôpital», les brevets synonymes de hold-up sur notre Sécu sont insupportables! Le collectif «Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition!» a fait ses calculs : «Nous payons deux fois les vaccins. Une première fois à travers le financement public de la recherche, une deuxième fois par les achats à prix fort décidés par les États des pays les plus riches. Les 2,5 milliards d'euros payés par notre Sécurité sociale en 2021 pour les vaccins covid auraient pu servir à ouvrir des lits d'hôpitaux, à embaucher et mieux payer les personnels, à développer des campagnes de prévention. 2,5 milliards d'euros, c'est



l'équivalent du salaire annuel et des cotisations sociales, et donc de l'embauche, de 59 000 infirmierEs!»

**Le business des anti-viraux** Mais il n'y a pas que les vaccins qui participent à l'apartheid sanitaire et aux surfacturations. Les nouveaux anti-viraux en comprimés

qui arrivent représentent un pas très important dans la lutte contre la mortalité covid. Le Molnupiravir de l'américain Merck (MSD) permettrait une réduction de 50% du risque d'hospitalisation et de décès pour les patients diabétique, hypertendus ou obèses. Mais il faudra se contenter d'un simple communiqué de presse en guise de certitude d'efficacité : secret commercial et secret des études cliniques oblige! Selon les experts de la Harvard School of Public Health et du King's College Hospital de Londres, il en coûte 17,74 dollars pour produire un traitement. Que Merck facture quarante fois plus, 712 dollars, au gouvernement étatsunien...

alors que la recherche sur le Molnupiravir a été réalisée par l'Université Emory, grâce aux 10 millions de dollars du ministère de la Défense US, et aux 19 millions de dollars de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses. La société privée Ridgeback a récupéré les

droits, qu'elle a revendus deux mois plus tard à Merck. Les deux vont toucher 1,2 milliard de dollars du gouvernement US pour l'achat de 1,7 million de doses de l'anti-viral, financé sur fonds publics! Merck prévoit de produire 10 millions de doses. Jackpot. Quant au prix que Véran a accepté pour l'achat de 50 000 doses, et que notre Sécu va payer, secret commercial! Coup de com, Merck rend public son accord avec Medicines Patent Pool, avec des prix différenciés «pour un meilleur accès» selon la richesse des pays. Fausse générosité. Pour Merck, cet accord de licence volontaire préserve l'essentiel. Les brevets ne sont pas mis en cause, et l'accord est assorti d'une clause de non-exportation. Pas de concurrence sur les marchés des pays riches qui lui fournissent l'essentiel de ses revenus, où il pourra continuer à exiger 40 fois le prix de revient. Sans compter que certains pays, qui ne relèvent pas encore des accords de propriété intellectuelle de l'OMC, vont ainsi être obligés de faire affaire avec Merck, alors qu'ils auraient pu produire ou acheter des génériques! Le 30 novembre, on se lève... pour la levée des droits de propriété industrielle! **Frank Prouhet**

## Le chiffre

# 394

C'est, à la date du 16 novembre, le nombre record d'avions vendus par Airbus lors du salon aéronautique de Dubaï. Un salon ouvert dimanche 14 novembre, soit moins de 48 heures après la fin de la COP26, et des ventes qui confirment que cette dernière n'a servi à rien, et surtout pas à organiser la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>...



## Agenda

**Samedi 20 novembre, journée de manifestations contre les violences faites aux femmes.** À Paris, manifestation à 13h 30 à République.

**Samedi 20 novembre, cérémonie du souvenir trans, Paris.** À 18h, parvis de l'Hôtel-de-Ville.

**Samedi 27 novembre, manifestation contre les licenciements, Paris.** À 14h, ministère de l'Économie à Bercy. À l'appel des PPG et des TUI.

**Mardi 30 novembre, rassemblement pour la levée des brevets sur les vaccins et traitements anti-covid, Paris.** À 18h, place de la Bourse (voir article ci-contre).

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau partianticapitaliste.org

## NO COMMENT

Éric Zemmour a une vision très marxiste des choses. Il le revendique lui-même d'ailleurs, c'est intellectuellement intéressant. C'est peut-être un des derniers marxistes.

GÉRALD DARMANIN, Europe 1, 10 novembre 2021.

### LE NUCLÉAIRE À TOUT PRIX



développement de mini réacteurs (les SMR) fabriqués «en série» pour l'export. Puis le 9 novembre en confirmant la construction de 6 EPR en France. Du RN au PCF,

c'est l'union sacrée, sauf Jadot (tenant du capitalisme «vert») et Zemmour (surenchère sécuritaire, mais aussi nucléaire : il en voudrait 10). Pour convaincre les hésitants,

un pilonnage médiatique vante cette «énergie décarbonée»... hors délai, car au mieux ces projets n'aboutiraient que 30 ans avant épuisement des gisements d'uranium. Et surtout hors sujet car l'électro-nucléaire ne pèse que 2% de l'énergie «brûlée» sur la planète. Fébrile, EDF retape ses vieux réacteurs (le «grand carénage» à 50 milliards) pour les exploiter 20 ans de plus. C'est dans ce contexte qu'un cadre de la centrale nucléaire du Tricastin porte plainte contre EDF<sup>1</sup>. Il l'accuse de pratiquer une «politique de dissimulation» des incidents. Ayant subi des représailles pour avoir refusé de s'en faire complice, il revendique le statut de lanceur d'alerte pour se protéger.

### Déni criminel et opacité

Rompant la loi du silence qui sévit dans le secteur, cette alerte courageuse remet les pendules à l'heure.

En plus de cuves fragilisées, les quatre réacteurs du site cumulent d'autres risques : rupture de digue (la centrale est 6 mètres en contrebas du canal de Donzère-Mondragon), séisme (sous-évalué), sans compter la proximité d'usines chimiques classées Seveso... Le Tricastin fait pourtant partie des quatre sites pressentis pour une des trois paires d'EPR. Et les deux seuls en service, en Chine, ont dû être arrêtés pour une fuite d'origine inexpliquée... Quant aux SMR, ils seraient plus «sûrs» car immergés en mer, le refroidissement est garanti... Face à la catastrophe climatique, l'urgence c'est l'arrêt du nucléaire, pour développer la sobriété énergétique et les renouvelables. Pour mener à bien cette révolution énergétique, on ne pourra pas compter sur une «écologie» préservant le capitalisme.

**Commission nationale écologie**

1 – Voir le Monde du 11 novembre 2021.

### l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## NICARAGUA Les votes nuls confirment la farce de la réélection de Daniel Ortega

Alors qu'à l'intérieur et à l'extérieur du Nicaragua, diverses voix allant des médias, aux gouvernements, en passant par des activistes et des citoyens en exil appelaient à boycotter l'élection présidentielle du dimanche 7 novembre, une « foule » de 155 854 personnes a pris une autre direction en se rendant aux urnes, sans tapage ni manifestation, pour annuler ses bulletins de vote.

Ce mouvement, qui n'a pas de leaders, est arrivé en troisième position, sans être détecté par les centaines de policiers et de paramilitaires qui étaient à l'affût des « non-conformistes ».

### Protestation silencieuse

Alors que Daniel Ortega et son épouse Rosario Murillo [vice-présidente] se préparent à célébrer une troisième réélection présidentielle qui les maintiendra au pouvoir jusqu'en 2027, le nombre de votes nuls au Nicaragua s'est hissé au troisième rang, dépassant de loin quatre des cinq partis collaborationnistes qui ont participé aux élections de dimanche dernier. Une sorte de protestation silencieuse de personnes qui se sont mobilisées au sein des bureaux de vote et ont annulé leur vote sur leur bulletin. Sans représentants de l'opposition ni campagnes publiques contre le régime Ortega-Murillo, les votes nuls ont atteint 155 854, seulement dépassés par les 372 648 voix du Parti libéral constitutionnaliste (PLC) dont le candidat était Walter Espinoza et par l'alliance dirigée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) avec 2100 322 bulletins en leur faveur.

Une base de données compilée par *El Faro* à partir des résultats préliminaires du Conseil suprême électoral (CSE) montre que les votes nuls l'emportent sur quatre partis collaborationnistes : Camino Cristiano Nicaragüense (CNN), Alianza Liberal Nicaragüense, Alianza por la República (APRE) et Partido Liberal Independiente (PLI). Selon les chiffres officiels le taux de participation a été de 65,25 % sur le corps électoral de 4 478 334 personnes. Mais, l'Observatorio Ciudadano Urnas Abiertas a indiqué que le taux d'abstention était de 81 %.

### Un aspect négligé par le récit officiel

Les résultats ont été fortement remis en question au plan international avant même que les premiers chiffres préliminaires ne soient publiés tôt lundi matin. Le président des États-Unis, Joe Biden, a qualifié la réélection de Daniel Ortega de « pantomime », tandis que le gouvernement costaricain a condamné les élections pour de graves violations des droits des citoyens. Le Chili, pour sa part, a publié un communiqué dans lequel il avertit que les irrégularités ont déjà été dénoncées par l'Union européenne et par d'autres pays. Pendant la journée électorale de dimanche, le gouvernement sandiniste a diffusé des messages destinés à rassurer la population sur les chaînes de télévision officielles. Les animateurs et les producteurs ont pris soin de montrer qu'il y avait une forte participation dans les bureaux de vote. Les citoyens ont répondu, mais par des votes nuls, un aspect négligé par le récit officiel. Dans 14 des 15 départements du Nicaragua, les personnes qui ont choisi d'invalider leur bulletin de vote ont devancé en nombre quatre des cinq partis collaborationnistes. Ce n'est qu'à Río San Juan [département le moins peuplé du pays] qu'ils sont restés à la traîne.

Dans la capitale, Managua, 43 290 votes nuls ont été enregistrés, devant les 27 810 pour le CNN et les 26 346 de l'ALN. Et ils sont trois fois plus nombreux que ceux d'APRE, 15 610, et du PLI, 13 952. Les votes nuls confirment la farce de la réélection de Daniel Ortega.

Article publié par *El Faro* le 9 novembre 2021, diffusé par Correspondencia de Prensa, traduction par rédaction A l'Encontre

## ÉTATS-UNIS Le débat sur le « Striketober »

Aujourd'hui, aux États-Unis, on connaît une reprise économique inégale. La situation de l'emploi s'améliore, ce qui théoriquement améliore le rapport de forces des travailleurs. Un nombre extraordinaire de travailleurs – 4,4 millions – ont quitté leur emploi en septembre dans ce qu'on appelle « la grande démission ». Les employeurs ont du mal à pourvoir les postes, ils sont donc contraints à des augmentations de salaire. Cependant, les syndicats ne représentent que 6,3% des travailleurs du secteur privé, tandis que seulement 10,8% de l'ensemble des travailleurs sont syndiqués.

### Une « vague de grèves » ?

Dans ce contexte, il y a eu quelques grèves à l'occasion du renouvellement des accords d'entreprise, parfois dans des entreprises qui n'en avaient pas connu depuis des années. Quelque 1000 mineurs ont commencé une grève en Alabama pour les salaires et les indemnités santé il y a sept mois, et ils sont toujours en lutte. En août dernier, après la rupture des négociations sur la nouvelle convention d'entreprise, le syndicat des boulangers a entraîné 1000 travailleurs de Nabisco dans une grève dans plusieurs États ; après un mois de grève, les salariés ont gagné sur plusieurs de leurs revendications. Le même syndicat a également déclenché une grève de 1400 travailleurs de Kellogg's, qui dure maintenant depuis le 5 octobre. Chez John Deere, qui fabrique des tracteurs, 10 000 travailleurs de l'United Auto Workers ont débrayé,

Tout au long des mois d'octobre et de novembre, les médias et surtout la gauche ont fait état de ce qu'ils ont appelé une « vague de grèves ». Quelle en est la réalité ?

une grève qui se poursuit depuis le 14 octobre, les travailleurs ayant voté contre deux propositions d'accords négociés entre syndicat et direction (ils doivent se prononcer sur une troisième proposition). Par contre, en octobre et novembre, 65 000 membres de l'IATSE, le syndicat des travailleurs du théâtre et du cinéma, et les 30 000 travailleurs des hôpitaux Kaiser Permanente ont renouvelé leurs contrats sans que la grève ait été déclenchée.

Le journal *The Guardian* a parlé d'une « explosion surprenante de militantisme ouvrier et de grèves » dans ce qu'il a appelé le « *strike-tober* » (l'octobre des grèves). Joe Allen, rédacteur du journal socialiste révolutionnaire *Tempest*, a parlé d'une « vague de grèves », tandis que Nelson Lichtenstein, dans le journal social-démocrate *Dissent*, a déclaré : « *Ce n'est pas une vague de grèves* », même si « nous en avons cruellement besoin ». En fait, contrairement aux grèves des enseignantEs de 2018-2019, une véritable vague de grève qui s'est propagée parmi 110 000 travailleurs d'une même activité, les grèves récentes sont moins nombreuses et fragmentées entre diverses industries et syndicats. Nous avons en fait assisté à un certain nombre de grèves, mais pas à une vague.

### L'importance des grèves

Pourquoi les socialistes se concentrent-ils sur les grèves ?

Tout d'abord, souvent, un vote sur une proposition de contrat ou un vote sur une grève est le premier et peut-être le seul moment où les travailleurs participent à la vie du syndicat. De nombreux travailleurs ne votent pas pour élire leurs dirigeants locaux ou nationaux, de sorte que le vote sur le contrat ou la grève peut être la seule expérience démocratique des travailleurs au sein du syndicat.

Deuxièmement, alors que les responsables syndicaux mènent les négociations contractuelles et soumettent aux membres le vote sur une éventuelle grève, si ces derniers votent pour la grève, un changement peut s'opérer au sein du syndicat. L'organisation de la grève – piquets de grève dans les usines, mise en place d'équipes de piquetage, organisation de rassemblements de grève, envoi de délégations pour visiter d'autres syndicats ou des groupes communautaires – commence à attirer les travailleurs dans l'action, leur donnant l'occasion de prendre des décisions et peut-être pour la première fois de se considérer comme le syndicat.

### Prises de conscience

Troisièmement, une fois que la grève commence, lorsque les piquets de grève affrontent les directeurs ou les briseurs de grève et bloquent les camions, le caractère de la grève en tant que conflit réel entre les patrons et les travailleurs devient clair. Les

travailleurs voient qu'ils et elles sacrifient leur salaire, alors que les actionnaires éloignés, les directeurs d'entreprise et les directeurs d'usine continuent à recevoir leurs salaires et leurs dividendes. Les travailleurs, qui font des sacrifices ensemble, qui participent ensemble au piquet de grève et qui luttent ensemble contre le patron, développent un sentiment de solidarité. Enfin, se retrouvant en conflit avec le patron et souvent confrontés à la police, les travailleurs deviennent plus ouverts à une réflexion critique sur le « big business » et la politique. Lorsque cela se produit, les militantEs socialistes du mouvement ouvrier peuvent proposer des perspectives stratégiques, expliquer la critique socialiste du capitalisme et proposer une alternative socialiste révolutionnaire, l'idée que les travailleurs devraient prendre le pouvoir et posséder et gérer collectivement l'économie. Tout cela fait des grèves, mais surtout des grèves de masse qui impliquent des dizaines ou des centaines de milliers de personnes, des événements très importants.

Jusqu'à présent, récemment, nous avons eu peu de grèves importantes ou militantes qui pourraient commencer à créer une conscience ouvrière plus radicale. Il ne fait aucun doute que nous y arriverons, mais nous n'en sommes pas encore là.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## RÉFUGIÉ·E·S PIÉGÉS ENTRE LA BIÉLORUSSIE ET LA POLOGNE

# Honte à leur UE des barbelés et du fric

Un nouveau drame humain se joue aux frontières de l'Europe. Cette fois à ses confins Est, où des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, Kurdes d'Irak, SyrienEs, AfghaEnS et AfricainEs affluent et errent dans une zone frontière entre la Biélorussie et la Pologne, faite de forêts marécageuses et par un temps glacial.

Depuis l'été où ce nouveau camp de réfugiéEs improvisé grossit, les morts auraient déjà dépassé la dizaine. Des milliers de migrantEs sont en fait « nassés », piégés : poussés vers la Pologne et donc l'Europe par le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko, mais repoussés violemment par ses homologues polonais. La Russie de Poutine et l'Union européenne se font indirectement face, se dénoncent mutuellement mais poliment. Priorité à l'échange de gaz, mais barrage aux prolétaires pour lesquels le monde capitaliste est une planète sans visa.

### Haro sur Loukachenko ?

Le dictateur, dont l'arsenal répressif a étouffé la puissante révolte populaire qui a éclaté à l'été 2020 et a poussé à l'exil politique des milliers d'opposantEs, cherche à se venger de sanctions imposées en représailles par l'UE (très formelles mais elles vont être remises sur la table à Bruxelles ce 15 novembre), en particulier par les Merkel et Macron se faisant passer pour des champions de la démocratie. Loukachenko facilite donc depuis l'été dernier l'entrée en Biélorussie de migrantEs, dirigés vers la frontière polonaise (longue de 400 kilomètres) – ou lituanienne. C'est ainsi que la compagnie aérienne Belavia fait son beurre, comme d'autres compagnies et agences de voyage de pays du Proche-Orient voire d'Afrique – dont la Turquie et Dubaï. Une fois débarqués à Minsk, la capitale de Biélorussie, cap vers l'Europe

révée ou fantasmée. Bien sûr, des passeurs prélèvent leur dîme... Oui certainement, Loukachenko « instrumentalise » ce que les chefs d'États européens et les médias à leur botte appellent « crise migratoire ». Mais quelle crise ? Et qui la fabrique de toutes pièces ?

### Quid de la Pologne et de ses amis européens ?

Les dirigeants polonais conservateurs, fièrement racistes, qui mènent dans leur pays une campagne anti-migrantEs paranoïaque selon laquelle le quart des migrantEs seraient des truands ou terroristes

(campagne du même tonneau que celle menée aujourd'hui en France par les Zemmour, Le Pen, Ciotti, Bertrand, Barnier, Péresse and Co – qui surenchérissent sur la politique de Macron), jouent donc aux cerbères aux portes de l'Europe. En plus des contingents classiques de policiers et gardes, l'État polonais a massé à la frontière 15 000 militaires, qui tirent à balles réelles pour effrayer et refouler les migrantEs, les bombardent de gaz lacrymogènes et interdisent la zone aux humanitaires et aux journalistes. Si la Pologne peut impunément bloquer, réprimer, affamer voire laisser

mourir à ses portes, c'est que ses dirigeants y sont encouragés par les prétendus démocrates des grands États de l'UE, aux premiers rangs desquels l'Allemagne et la France. Les gouvernements allemand et français, depuis 2016, paient des États voisins de UE, de la Turquie à la Libye ou au Maroc, pour parquer des migrantEs dans des camps et leur interdire ainsi l'accès aux 27 pays de l'UE.

### Le mur de l'argent

Une société dont la finalité ne serait pas l'appât du gain, qui échapperait au capitalisme, encouragerait bien d'autres migrations et collaborations sur la planète. La plus grande indignité est du côté des chefs de l'UE, Macron en tête, qui prétendent qu'une union de 450 millions d'habitantEs et première concentration mondiale de richesses, ne pourrait pas être ouverte au monde. Signalons que les pays d'Europe, avec les USA et le Canada, concentrent les capitalisations boursières et les millionnaires dont le nombre et les fortunes ne cessent de grossir. Les murs de béton et barbelés masquent les murs de l'argent. D'où la nécessité de réaffirmer notre perspective : « *Travailleurs de tous les pays, unissons-nous*... » par-delà les frontières et en les renversant.

Michelle Verdier



# CHINE Xi Jinping chante ses louanges au comité central du PCC

À en croire la résolution adoptée par un comité central aux ordres, les temps présents représentent « l'épopée la plus magnifique de l'histoire de la nation chinoise sur des millénaires », « le socialisme à la chinoise [étant] entré dans une nouvelle ère » depuis 2012 (accession au pouvoir de Xi Jinping) dont la « pensée est la quintessence de la culture et de l'âme chinoises » et dont la présence au « cœur » du parti « est d'une importance décisive [...] pour promouvoir le processus historique du grand renouveau de la nation chinoise »<sup>1</sup>.

## Concentration sans précédent des pouvoirs

Xi cumule les fonctions de secrétaire général du PCC, Président de la République et président de la commission militaire centrale. Il a modifié la Constitution de façon à pouvoir rester en poste sa vie durant si telle est sa volonté. Il a imposé une équipe de direction homogène composée de membres de sa clique à l'encontre de tout fonctionnement collégial. Lors du 19<sup>e</sup> congrès du PCC (2017), il avait modifié le mode de gouvernance du pays partagée hier entre le parti, l'administration gouvernementale et l'armée. Même si le parti, au cœur de l'État, gardait le monopole du contrôle politique, ce système assurait une certaine flexibilité à la gestion des affaires courantes dans un pays-continent. Son culte de la personnalité s'arme de tous les moyens de contrôle social que

*Le comité central du PCC s'est réuni en session plénière du 8 au 11 novembre. L'occasion pour Xi Jinping de chanter haut et fort ses propres louanges et de marginaliser plus encore les oppositions au sein du parti, un an avant son 20<sup>e</sup> congrès.*

les techniques modernes autorisent (que la Chine n'est pas seule à utiliser).

Pour éviter une telle concentration des pouvoirs par un homme, Deng Xiaoping avait mis en place un mode de désignation du bureau politique qui permettait d'y associer plusieurs fractions et générations, de façon à assurer le renouvellement des directions tous les cinq à dix ans. Ce n'est plus le cas avec Xi.

La mainmise de Xi Jinping sur le pouvoir ne s'est pas faite sans violents règlements de comptes, purges et liquidations. Elle a été accompagnée d'une campagne idéologique aux connotations féodales qui renvoie à la Chine pré-impériale. On ne saurait accéder aux plus hautes fonctions sans appartenir à une lignée familiale, être de « sang rouge », le fils d'un « prince rouge », l'un des dirigeants historiques de la révolution chinoise. La grande majorité des cadres du parti se voyaient ainsi d'emblée écartés du pouvoir.

Ce faisant, Xi Jinping s'est fait beaucoup d'ennemis qu'il n'a pas pu tous éliminer ou neutraliser dans un parti qui compte quelque 80 millions de membres. Il est condamné à une fuite en avant perpétuelle pour empêcher ses opposants de se regrouper et pour les couper de



WIKIMEDIA COMMONS

la population. Il envisagerait ainsi de recréer au 20<sup>e</sup> congrès le poste de président du parti qui avait été supprimé.

## Facteur d'instabilité

La clique Xi Jinping ne représente qu'une fraction des classes dominantes en Chine. Son règne est fragile. On peut penser qu'il ne sera pas remis en cause tant que le niveau de vie de la population s'accroît, tant que les parents penseront que leurs enfants vivront mieux. Rien ne garantit cependant que le pays échappera encore longtemps à une récession. La crise immobilière atteint des sommets,

avec en arrière-plan une menaçante crise générale de la dette. L'État-pilote de l'économie a réussi jusqu'à maintenant à éviter l'éclatement de la bulle de l'endettement, mais en sera-t-il toujours ainsi ?

Tout en distribuant des bons points aux citoyenEs méritants et en faisant du nationalisme de grande puissance l'un des principaux ciments du régime, le PCC mène des campagnes de répression préventive, parfois contre des cibles plus symboliques que dangereuses : les LGBT+, des figures féministes, de prétendus traîtres à la patrie...

Le bureau politique précédant le plénum du CC l'avait annoncé, la réécriture de l'histoire officielle votée par le comité central avait pour seul but de conforter la position de l'homme fort du régime : « [Elle est] nécessaire pour soutenir la position centrale du secrétaire général Xi Jinping. [...] Tout le parti devrait essayer de comprendre les raisons du succès du PCC durant les cent années passées et de savoir comment il peut assurer le succès à l'avenir, en suivant le principe du matérialisme historique et à travers une perspective correcte de l'histoire du PCC. »<sup>2</sup>

**Pierre Rousset**

1 - Citations tirées d'une dépêche AFP.

2 - Frédéric Lemaître, *le Monde*, 8 novembre 2021.

## ALLEMAGNE

# La quatrième vague est là

*La quatrième vague de l'épidémie frappe l'Allemagne de plein fouet, avec des chiffres record depuis plusieurs jours. Les soins intensifs commencent à être débordés par des patientEs atteints du Covid. Comme un triste air de déjà-vu, deux ans et trois vagues après le début de la pandémie, dont les dirigeants ne semblent avoir tiré aucune leçon.*

Alors que l'épidémie progressait, il n'y a pas eu de réaction de la part du gouvernement (il faut dire qu'il n'y a pas) : les interminables négociations post-électorales pour former la coalition qui dirigera le gouvernement fédéral priment sur la crise sanitaire.

Le ministre de la Santé du dernier gouvernement, Jens Spahn, s'est distingué par une cohérence digne de Sibeth Ndiaye ou d'Agnès Buzyn en mars 2020. Il y a quelques semaines, il annonçait la fin prochaine de l'urgence sanitaire. Maintenant, il jongle avec les règles pour accéder aux lieux publics : 3G (testé, guéri ou vacciné), 2G (guéri ou vacciné) ou 2G+ (guéri ou vacciné... et testé), et a été contraint de rétablir la gratuité des tests antigéniques (une fois par semaine !) le 14 novembre. Si les autorités parlent beaucoup de la troisième dose vaccinale, c'est un peu de décalage avec la réalité, car l'explosion des cas vient aussi d'un taux de vaccination assez bas, 67% de la population (contre 75% en France), voire bien moins comme en Saxe où elle plafonne à 57%. C'est d'ailleurs en grande partie des non-vaccinéEs qui sont hospitalisés.

En Autriche, où la flambée épidémique est encore plus violente, un confinement des non-vaccinés débute ce lundi 15 novembre. Comme il y a deux ans, ce sont toujours des mesures improvisées en urgence, mais aucun investissement dans le système de santé n'est prévu.

## La colère des soignantEs

Au contraire. De plus en plus de soignants et de soignantes démissionnent, exténués par les conditions de travail. À Berlin, où ils sont dépistés à chaque prise de service, le moindre test positif d'unE soignantE pose problème, à cause du manque structurel de personnel.

Pourtant, contrairement aux politiciens, les soignantEs ont appris de cette crise. Au début de la pandémie, le syndicat ver.di avait cédé face à la pression gouvernementale et médiatique, en avortant une grève pour des embauches et des augmentations de salaires. Cette année en revanche, les travailleurEs des hôpitaux berlinois, la Charité et Vivantes, ont fait plus d'un mois de grève en septembre et octobre, ensemble et même avec les filiales sous-traitantes (nettoyage, laboratoire...).

Ce mouvement a permis de gagner certaines améliorations, mais elles ne se font pas encore sentir au quotidien. Une fois de plus, c'est aux soignantEs de porter le poids de la crise sanitaire. Mais l'atmosphère a changé dans les services : personne ne veut revivre la situation de l'hiver dernier. Dans plusieurs Länder de l'ouest, la Sarre, la Rhénanie-Westphalie et le Schleswig-Holstein, des élections régionales sont prévues l'an prochain, et ver.di (syndicat unifié des services) veut profiter de la pression électorale pour pousser les négociations. Des nouvelles grèves se préparent dès maintenant. Les premières manifestations ont commencé ces dernières semaines, rassemblant notamment de jeunes soignantEs en formation.

À Berlin, c'est un gouvernement social-démocrate/écologiste/gauche radicale (SPD/Verts/Linke) qui a été contraint de céder partiellement face à la mobilisation des hospitalierEs. Alors que deux de ces trois partis négocient avec les libéraux pour constituer le prochain gouvernement, la mobilisation des soignantEs pourrait bien les forcer à répondre aux revendications. Cette fois à une échelle nationale.

**Maria Brücke et Dima Rüger**

À maints égards la situation du Sénégal s'est dégradée. La croissance économique est négative (-0,7%) alors que traditionnellement ce taux était supérieur à 5%. En effet, la pandémie a frappé des secteurs importants de l'économie comme le tourisme qui représente près de 8% du PIB. La crise a entraîné une augmentation du coût des transports pour l'industrie et des difficultés accrues pour l'écoulement des produits agricoles. De source syndicale, les suppressions d'emplois se chiffrent par dizaines de milliers. Les activités de l'économie informelle ont été elles aussi mises à mal sans aucun filet de protection sociale. En parallèle, les attaques contre le foncier continuent avec son lot d'expropriations comme en témoigne l'affaire des 18 hectares de Nianning.

## Troisième mandat et autoritarisme

C'est peut-être sur le terrain des libertés que la situation est la plus préoccupante. On se souvient de la terrible répression au début du mois de mars envers les manifestantEs. Ils et elles protestaient contre l'arrestation du principal opposant Ousmane Sonko accusé de viol. Une dizaine de personnes furent tuées, du jamais vu depuis des décennies dans le pays. Le président Macky Sall tente de se servir des menaces terroristes pour initier deux lois liberticides. Elles permettent de sanctionner toute personne qui encouragerait des actes de terrorisme. Une

# SÉNÉGAL Stopper la régression sociale et liberticide

*Face aux multiples contestations sociales, le président Macky Sall tente de restreindre l'espace politique au Sénégal. Dans le même temps, il laisse planer le doute de briguer un troisième mandat pourtant interdit par la Constitution.*

formule vague ouvrant la voie à l'arbitraire. N'est-ce pas Abdoulaye Diome, ministre de l'Intérieur, qui considérait les manifestations en faveur d'Ousmane Sonko comme des « actes de nature terroriste » ? Elles permettent également de juger pénalement les dirigeants pour des délits commis par leur parti. Des peines pouvant aller jusqu'à la confiscation de leurs biens privés. Sans parler de la possibilité pour la police de surveiller n'importe quel citoyen suspecté de terrorisme sans aucun contrôle de l'autorité judiciaire.

Le pays va connaître, le 23 janvier 2022, les élections municipales. Elles seront un test pour l'ensemble des forces politiques et particulièrement la majorité présidentielle. Macky Sall fait planer le doute sur ses intentions de briguer une troisième mandature en dépit de la Constitution qu'il pourrait changer en sa faveur. Encore faut-il avoir la possibilité politique de le faire. La tentative d'Abdoulaye Wade d'imposer à la nation un troisième mandat s'est soldée par un retentissant échec au profit d'un certain... Macky Sall.

## Une opposition qui se réorganise

Le pays connaît une multitude de mobilisations sociales avec l'émergence d'organisations comme le mouvement « Frapp-France Dégage » (Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine). Ses militantEs mettent en évidence la soumission des élites sénégalaises aux entreprises françaises, qu'il s'agisse par exemple de la grande distribution avec l'entreprise Auchan, de l'agro-industrie avec le groupe Mimran, des télécommunications avec Orange, etc.

Ces luttes doivent trouver une traduction sur le terrain politique, c'est en tout cas la volonté de quatorze organisations dont certaines sont issues de la gauche radicale. Elles ont décidé de s'intégrer dans le PASTEF (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), l'organisation d'Ousmane Sonko. Ce parti lutte contre la corruption et pour l'indépendance du pays vis-à-vis de la France. On peut espérer que la venue de militants expérimentés de la gauche radicale dans cette organisation lui

permettra de mieux prendre en considération certains thèmes qui semblaient être délaissés comme le panafricanisme, la lutte contre le sexisme, la justice sociale et l'écologie.

Autour du PASTEF s'est construite une coalition électorale pour les élections municipales, Yewwi Askan Wi, qui se heurte à l'administration pour l'enregistrement de leurs listes.

La semaine dernière les autorités ont convoqué Barthélémy Dias candidat de Yewwi Askan Wi à la mairie de Dakar pour une affaire datant de 2011. Cela a occasionné des heurts avec les forces de l'ordre et l'emprisonnement pour quelques heures des dirigeants de la coalition.

La stratégie du pouvoir vise l'affaiblissement de l'opposition en instrumentalisant la justice. En effet les principaux rivaux Karim Wade, Khalifa Sall, Barthélémy Dias et Ousmane Sonko ont tous des procédures à leur encontre. Au vu des mobilisations, pas sûr que ces tentatives de bâillonnement s'avèrent efficaces.

**Paul Martial**

## VIOLENCES FAITES AUX FEMMES: ÇA SUFFIT!

On ne le dira jamais assez, mais toutes les femmes sont concernées par les violences sexistes, à tous les âges, dans tous les lieux, dans tous les milieux et à tout moment. Dès leur petite enfance, dans leur famille, à l'adolescence, à l'école ou à l'université, dans les transports en commun, dans leur couple, en boîte de nuit, chez le gynéco, dans la rue, au travail, sur les réseaux sociaux, lorsqu'elles vieillissent... Et il n'y a pas de formule magique, ou de mode d'emploi pour s'en protéger individuellement.

### Violence(s) multiforme(s)

La violence qui s'abat contre nous peut avoir différentes formes. Elle peut être verbale, physique ou sexuelle. Cela va de l'injure dans la rue, une main aux fesses dans le métro, une demande sexuelle en échange d'une promotion ou d'un logement jusqu'au viol, aux coups, aux menaces de mort et parfois, comme pour plus de 100 femmes en France cette année, au féminicide. À cela s'ajoute pour les femmes racisées, les femmes transgenres, les femmes en situation de handicap ou en grande précarité, pour les femmes lesbiennes et bisexuelles les violences racistes, transphobes, homophobes, handiphobes et de classe.

Les violences faites aux femmes bénéficient d'un traitement spécifique et tout à fait exceptionnel consistant en une inversion des rôles, permanente et insupportable, rendant la victime coupable de son agression, conduisant à une minimisation dramatique des violences subies par les femmes et à leur justification dans tous les espaces publics comme privés. À cet égard, le traitement social du viol est l'exemple ahurissant d'une société prête à tout pour justifier l'injustifiable. On n'accepterait

jamais, pour tout autre crime, un traitement similaire à celui du viol. Accepterait-on qu'on demande à une personne s'étant fait cambrioler de savoir si « elle ne l'avait pas quand même un peu cherché » ? Dirait-on à une personne qui s'est fait voler son téléphone que celui-ci « était un peu provocant » ou bien



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

qu'elle « n'avait qu'à pas le sortir dans la rue » ? C'est pourtant ce qu'il se passe systématiquement lorsqu'une femme déclare avoir été victime de viol. Et comme les victimes ne sont jamais reconnues et les coupables jamais reconnus coupables, dans les faits, le viol n'est jamais reconnu

tout court. Et on se permet encore d'avoir des débats publics, complètement normalisés, pour savoir si oui ou merde une gamine de 11 ans peut consentir à des rapports sexuels. Eh bien nous le disons une bonne fois pour toutes : merde.

### Ensemble on nous opprime, ensemble révoltons-nous!

Il y a un moment où il va falloir entendre ce que les féministes de tous les pays disent depuis des années : les violences sexistes et sexuelles ont des conséquences terribles sur tous les aspects de nos vies. Et ces violences sont ancrées, permises et autorisées dans un système de domination et d'exploitation patriarcal meurtrier. La situation est urgente partout : dans le monde, une femme sur trois subira des violences. Environ 650 millions de femmes ont été mariées alors qu'elles étaient enfants, 200 millions de femmes et de filles ont subi une mutilation génitale, la majorité avant l'âge de cinq ans. Les femmes et les filles représentent 71% des victimes du trafic d'êtres humains. En France chaque année 220 000 femmes subissent des violences conjugales et 93 000 sont victimes de viol ou de tentative de viol, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint.

Il n'y a qu'une perspective : la mobilisation dans la rue, la solidarité entre femmes, la lutte collective internationale. Femmes racisées, femmes transgenres, femmes migrantes, femmes précaires, femmes isolées, jeunes ou vieilles, travailleuses ou au chômage : ensemble on nous opprime, ensemble révoltons-nous!



## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Dossier réalisé par

## LA LÉGITIME DÉFENSE DANS LE CADRE DES VIOLENCES CONJUGALES

Les procès récents, respectivement en juin et en octobre 2021, de Valérie Bacot et Alexandra Richard, remettent en avant la question de la légitime défense dans le cadre de violences conjugales.

Comme Jacqueline Sauvage, et d'autres avant elles, victimes de violences physiques, psychiques et sexuelles conjugales, Valérie Bacot et Alexandra Richard ont, l'une et l'autre, tué leur conjoint, elles ont tué leur tortionnaire.

### Une définition très restrictive de la légitime défense

Dans la loi française, l'une des conditions de la légitime défense, est la concomitance entre l'agression et la défense. Poursuivie pour « violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner »<sup>1</sup>, Adriana Sampaio, qui avait été condamnée à sept ans de prison en première instance, a été acquittée par la cour d'assises du Val-de-Marne au nom de la légitime défense, en novembre 2020. Mais dans les cas de Valérie Bacot, d'Alexandra Richard ou de Jacqueline Sauvage, cela n'a pas été le cas : la vie de ces femmes n'a pas été considérée comme menacée « dans le même temps » où elles se sont défendues.

N'oublions pas que Jacqueline Sauvage, bien que graciée par le président de la République, avait été condamnée deux fois à 10 ans de prison. Alexandra Richard a été condamnée en appel à 10 ans de prison pour meurtre ; même si des circonstances atténuantes ont été prises en compte, la légitime défense n'a pas été reconnue.

Valérie Bacot a été condamnée à quatre ans de prison dont un an ferme ; coupable d'assassinat, elle encourait la perpétuité. La cour a reconnu qu'elle souffrait du « syndrome de la femme battue » ce qui atténuait sa responsabilité. Ce syndrome est utilisé dans le droit canadien depuis 1990. Pour la première fois, un tribunal prenait alors en compte un avis d'expert attestant de ce syndrome. Il est défini comme un état de stress post-traumatique, un état d'emprise lié à la répétition de violences physiques et psychiques, exercées de façon continue pendant une longue durée. C'est ce syndrome qui a été reconnu chez Valérie Bacot.

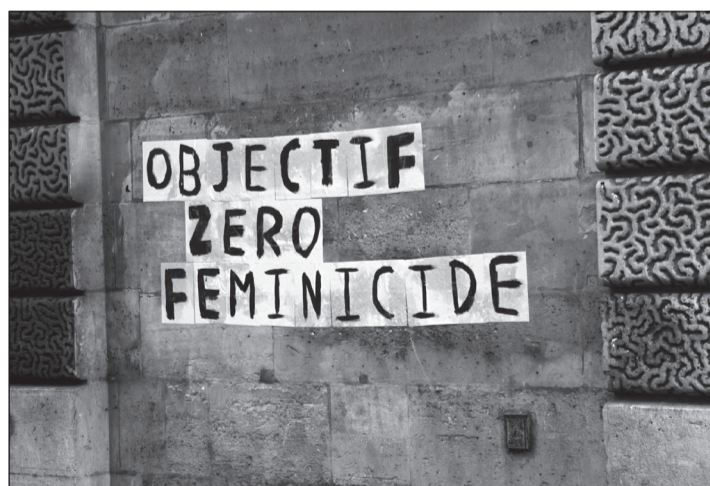


PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

### Ces procès font débat

La médiatisation de ces procès, leur mise en lumière grâce aux comités de soutien, aux organisations féministes... apportent le débat dans le domaine public. Les procès de ces femmes, qui doivent être avant tout considérées comme des victimes, posent des questions auxquelles la société française devra répondre. Les juges appliquent les textes de loi. C'est bel et bien le Parlement qui doit prendre en charge ces questions et modifier la loi. Valérie Bacot a été auditionnée le 4 novembre dernier par la Délégation des femmes du Sénat. Un groupe de parlementaires a déposé une proposition de loi en septembre 2019 visant

« à instaurer une présomption de légitime défense pour violences conjugales ».

Mais on ne peut attendre les modifications de la loi pour agir. Quand on arrive à de tels actes, ne plus voir d'autre solution que la mort, celle de son conjoint ou la sienne, c'est un échec de notre société à protéger les victimes.

### Introduire une « légitime défense décalée » ?

La légitime défense, telle qu'elle est définie aujourd'hui dans le droit français, ne semble pas pouvoir prendre en compte ces femmes qui, après des années de souffrances, se retournent contre leur agresseur.

Il est suggéré l'introduction dans le droit français d'une nouvelle catégorie de légitime défense : la légitime défense décalée. Il s'agirait d'excuser légalement, et donc de ne pas sanctionner – la légitime défense est dans le code pénal une des « causes d'irresponsabilité » – la personne qui en tue une autre parce que, avant, elle a été elle-même agressée, ou parce qu'elle craint de l'être de nouveau à l'avenir. Le critère de concomitance avec une agression subie serait donc supprimé. Une telle évolution de la loi entraîne de nombreuses questions légitimes ; qu'elle puisse permettre de protéger des individus ayant eu recours à la violence de manière délibérée, par exemple. Ce qui est sûr, c'est que cette double peine pour les femmes victimes de violences conjugales qui s'en prennent à leur agresseur participe pleinement du maintien du système de domination et des violences qui vont avec. Quelles qu'en soient les modalités juridiques, cette situation est insupportable et ne doit plus durer.

### La prévention absolument nécessaire

Un rapport de l'Inspection générale de la justice a révélé d'importantes failles dans la prévention des homicides conjugaux. Et,

plus largement, dans les violences conjugales avant qu'elles n'arrivent aux décès.

On sait qu'il reste toujours difficile pour les femmes de déposer plainte contre leurs agresseurs. Les raisons en sont multiples : – un manque d'analyse de l'historique des violences, des mécanismes de l'emprise, – une écoute encore inadaptée dans la très grande majorité des commissariats, – un manque de réelle mise à l'écart des agresseurs (trois des hommes qui ont tué leur compagne en 2020 étaient visés par une interdiction d'approcher leur victime), – un manque d'indépendance financière des femmes, et les réformes du chômage et des retraites nous en éloignent encore). La liste n'est pas ici exhaustive de tous les chantiers à mettre en route ou à poursuivre pour que plus aucune femme n'arrive à l'extrémité de tuer son conjoint pour sauver sa vie et souvent celles de ses enfants<sup>2</sup>.

1 – Trois qualifications sont possibles : meurtre (donner la mort volontairement), assassinat (meurtre avec préméditation) et violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

2 – Chiffres 2020 du ministère de l'Intérieur : 14 enfants sont morts en 2020 dans le cadre des morts violentes au sein du couple.



# INTERNATIONALE DE CONTRE LES VIOLENCES AUX FEMMES

la commission nationale d'intervention féministe

## PENSER ENSEMBLE LE GENRE, LA CLASSE ET LA RACE: LE CAS DU TRAVAIL REPRODUCTIF

*La vie sous le capitalisme mêle indissociablement exploitation économique, racisme et sexisme. Ces dominations s'intriquent, se renforcent les unes les autres, et, à mesure des évolutions de la société, se renouvellent et se réinventent.*

**L**e sexisme visant les femmes musulmanes en France, marqué notamment par l'injonction à se dévoiler, s'inscrit dans une longue histoire coloniale d'impérialisme, d'exploitation des personnes issues de l'immigration sur le territoire français et d'idéologie raciste. On ne peut ni comprendre ni lutter contre cette forme spécifique du sexisme si on oublie ses dimensions raciste et de classe. S'il est souvent très difficile, voire impossible, d'isoler ce qui dans un acte sexiste individuel relève précisément de la race, de la classe et du genre, nous pouvons identifier des dynamiques existant à l'échelle de la société, et qui permettent de tracer les grandes lignes de nos combats féministes. Parmi celles-ci, la crise économique en cours est particulièrement saillante. Elle accélère la précarisation et l'exploitation des femmes au travail (en particulier dans le secteur du travail dit « reproductif » où elles sont majoritaires) et, en fragilisant l'autonomie des femmes, les expose à de plus grandes violences, tant sur le lieu de travail que dans leur vie privée.

### Entre destruction des services publics et essor d'un secteur surexploité

Une des grandes réponses des gouvernements aux crises économiques des dernières décennies a été l'instauration de ce qu'on appelle le néolibéralisme, qui

se caractérise notamment par la destruction continue et méthodique des conquêtes du mouvement ouvrier du 20<sup>e</sup> siècle tels que les services publics, les protections salariales et la sécurité sociale. Or, ces conquêtes ont fait le lit du féminisme contemporain : les services publics assurant une partie du travail reproductif comme la prise en charge des enfants ou le soin aux personnes malades ou âgées, libèrent du temps pour les femmes – leur permettant notamment d'accéder au marché du travail.

L'affaiblissement des services publics a alors deux grands effets : d'abord, reporter sur les femmes la prise en charge de ce travail, elles se retrouvent ainsi à assumer des journées de double-travail de plus en plus lourdes. Ensuite, la création d'un vaste marché pour les entreprises privées : ce que le service public n'assume plus, le capitalisme l'accapare pour générer du profit.

Le secteur du travail reproductif, où les femmes sont majoritaires du fait de la division sexiste du travail (« la femme » conçue comme attentive et douce est assignée au travail de soin) est ainsi pris en étau.

D'un côté, son exercice dans les services publics, comme les écoles et les hôpitaux (assistantes maternelles, aides-soignantes, infirmières, etc.) est en constante dégradation du fait de la réduction drastique des moyens alloués par l'État.

De l'autre, la création de ces nouveaux secteurs d'emplois, en pleine expansion, a lieu dans le cadre actuel d'un rapport défavorable entre les organisations de travailleurEs et les entreprises privées. Les travailleuses du soin occupent ainsi très souvent des emplois très peu protégés : contrats courts, ubérisés ou en auto-entreprenariat et avec un taux d'exploitation très important : horaires à rallonge, compétences non reconnues, etc. Ces emplois, parce que très peu attractifs, sont ainsi majoritairement occupés par les femmes les plus pauvres, dont pour de très nombreux secteurs comme le travail de ménage, par des femmes issues de l'immigration ou migrantes de première génération.

### Vivacité des luttes des travailleuses du soin

On comprend mieux, à la lumière de ces dynamiques, que ces secteurs soient aujourd'hui parmi les plus combatifs, de l'hôpital aux travailleuses du nettoyage, et qu'ils mobilisent des travailleuses issues de l'immigration dénonçant autant leurs conditions de travail indignes, que le racisme et le sexisme qu'elles subissent sur leur lieu de travail, comme ce fut le cas pour les travailleuses en grève de l'hôtel Ibis Batignolles. À l'image de ces luttes, notre féminisme ne peut être qu'un féminisme de classe et anti-raciste, refusant de céder le moindre terrain aux réactionnaires et aux capitalistes.

## VIOLENCES TRANSPHOBES: ENTRE CHIENS DE GARDE ET RÉVOLUTION

*D'année en année, les violences transphobes ne s'arrêtent pas. Que ce soit sur les plateaux télé, à l'Assemblée nationale ou dans la rue, les personnes trans peuvent à tout moment être ciblées. Objets de controverses, les trans ne sont pas un sujet dans la lutte contre les violences sexistes qui les oublient ou les rejettent à dessein, et encore moins dans les luttes anticapitalistes, alors qu'iels y ont pourtant toute leur place.*

**T**rop souvent, les personnes trans sont représentées comme un troisième sexe. Une bête à part, hors du monde social. Un Autre qui ferait exception dans les rapports de genre. Or cette marginalisation ne fait pas des trans un groupe homogène, les parcours de transition sont pluriels et les trans ne sont pas exemptés du sexisme et des autres oppressions. La transidentité, comme passage d'un genre à un autre, est inévitablement réprimée et marginalisée dans les rapports sociaux de genre. Cette mobilité sociale démontre que le genre n'est pas un destin. N'en déplaise aux réactionnaires, défenseurs du naturalisme et de l'essentialisme propres à l'ordre moral.

### Papa l'État, Papa le Médecin, je veux changer de sexe

Nombreuses sont les violences qui ramènent les trans dans les rapports de genre. En France, plusieurs institutions se font les chiens de garde de la fixité des positions sociales. Depuis des années, elles tentent de maintenir les hommes et les femmes dans certains espaces.

Imaginez quand elles découvrent que certainEs changent de sexe ! L'État et le droit comptent bien garder le contrôle du corps des dominés. Pour une demande de changement de sexe à l'état civil, les personnes trans sont examinées par un tribunal judiciaire. Les trans sont encore marginalisés par le droit. Dernièrement, l'État a remis une couche en les excluant de la loi sur la PMA.

De même avec le corps médical. Le droit à la transition n'est ni libre ni gratuit. En théorie, les personnes trans peuvent avoir accès à des produits hormonaux et des chirurgies gratuitement. En pratique, nombre de professionnels de santé vont juger les trans sur leur aptitude à devenir de « vraies femmes » ou de « vrais hommes », c'est-à-dire une femme qui porte des jupes et rêve de préparer le dîner à son futur mari ou un homme viril. De même pour l'accès aux chirurgies, les parcours publics sont saturés, les listes d'attente s'étendent sur des années et les opérations sont repoussées car jugées « non nécessaires ». De fait, de nombreuses personnes sont contraintes de passer par



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

le privé. Si elles ont de l'argent, les opérations peuvent se faire plus vite mais la précarité peut les engager vers des soins de mauvaise qualité. Ces mesures ne font que rallonger la durée des parcours de transition,

les exposant à plus de vulnérabilité au quotidien, notamment à travers le harcèlement de rue, les discriminations à l'embauche et dans l'accès au logement, l'isolement social, l'exclusion familiale et la précarité.

Cette marginalisation place les personnes trans au cœur de l'exploitation économique. Ce groupe social reste une main-d'œuvre sous-qualifiée (pour celles qui transitionnent avant d'être diplômées) et discriminée sur le marché de

l'emploi, voire reléguée au sous-prolétariat, que ces personnes soient victimes du système prostitutionnel ou se revendiquent comme travailleuses du sexe.

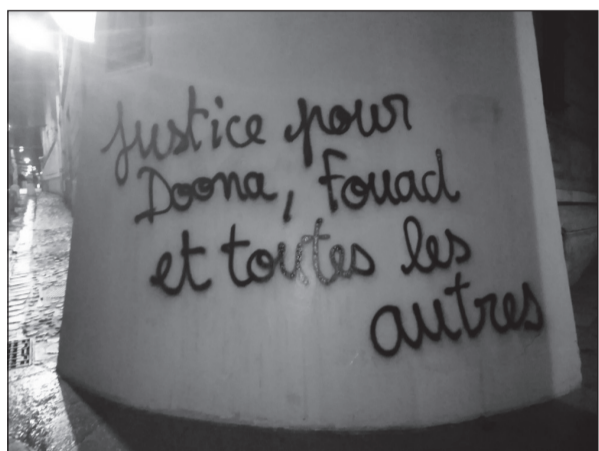
### Changer de sexe et de système !

De plus en plus d'organisations révolutionnaires et féministes commencent à se saisir des problématiques trans. Cependant, c'est souvent fait à travers une même idée reçue : les trans seraient discriminés à cause de leur identité. Or il y a une réelle nécessité de nos organisations à politiser la question et à parler des rapports d'oppression. Car ce n'est pas l'identité qui lie un groupe social, c'est la solidarité et la reconnaissance de vécus communs. Ces organisations doivent prendre part aux dynamiques de cette population. Car à la moindre baisse de vigilance politique, le droit à disposer de son propre corps peut reculer. Lors des débats sur l'interdiction des thérapies de conversion, plusieurs députés conservateurs ont voulu exclure les trans, comme si les trans étaient encore une exception à guérir. Cette lutte est indissociable de la lutte contre le sexisme, le capitalisme et le fascisme. Il existe une voie révolutionnaire pour l'émancipation des trans.

## LE 20 NOVEMBRE, LE TDOR La transphobie tue

Le 20 novembre est le TDOR (Trans Day Of Remembrance) ou Journée du souvenir trans, pour honorer et se souvenir des personnes transgenres mortes, assassinées, mortes du sida ou poussées au suicide.

La communauté trans est la communauté la plus marginalisée au sein de notre communauté LGBTI. Il faut dire que par ses parcours de transition, elle remet en cause la fixité, la naturalité et la binarité du genre qui est un pilier central du patriarcat (et de l'oppression des femmes), lui-même pilier du capitalisme.



### Des décennies de mobilisation contre la transphobie

Selon l'ONG Transgender Europe, 331 personnes trans ont été assassinées entre le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et le 30 septembre 2019 (3 314 depuis 2008). Les personnes trans sont aussi plus susceptibles de connaître la misère et la précarité. Elles sont deux fois plus nombreuses à vivre dans la pauvreté que la population générale, et le taux de suicide des trans est sept fois plus élevé. Ainsi, au Canada, on estime qu'unE jeune transgenre sur trois a tenté de mettre fin à ses jours au cours de l'année écoulée. Aux États-Unis, chez les étudiantEs, les personnes transgenres sont 40% à avoir tenté de se suicider au cours de leur vie contre seulement 2 à 4% des personnes cisgenres du même âge. En France, une étude indique que 85% des personnes trans interrogées disent avoir été victimes de transphobie, 60% d'entre elles ont développé une dépression à la suite de ces violences et 20% ont tenté de mettre fin à leurs jours. Nous, personnes trans, nous mobilisons depuis des décennies pour nos droits, pour l'accès aux soins, pour pouvoir vivre tout simplement. Nous avons relevé la tête et commençons à être plus visibles. Ce qui exaspère les réactionnaires qui voudraient nous renvoyer au placard, nous faire disparaître, nous empêcher de transitionner au nom de la défense d'un ordre ancien et pourri, hiérarchisé, raciste, sexiste, autoritaire, homophobe et transphobe, où chacun reste à sa place et se tait, un monde dans lequel des hommes blancs, riches, hétéros, dominant et dirigeant, exploitent les femmes, oppriment les LGBTI... Ce sont les mêmes qui sont contre le droit à l'avortement, contre le mariage pour tous et toutes, contre la PMA pour toutes... Ceux-là même qui invoquent l'ordre moral, sont des cathos intégristes pour certains, des fachos, et/ou les deux pour d'autres, ceux aussi qui soutiennent «la Manif pour tous» ouvertement et occupent des places au sein du gouvernement comme celle du premier flic de France par exemple!

### Hommage à toutes les personnes victimes de transphobie

Comment survivre dans une société qui nous rejette, nous est hostile jusqu'au sein de ses fonctions les plus hautes? Nous voulons à l'inverse construire un monde sans exploitation ni oppression, un monde de solidarité et d'égalité femmes-hommes, trans et cis, homos et hétéros, etc. Nous nous battons pour le remboursement intégral par la Sécurité sociale de tous les frais liés à la transition, le changement d'état-civil sur simple demande, la PMA vraiment pour tous et toutes, l'arrêt des mutilations sur les enfants intersexes, et de manière générale des moyens contre la transphobie et les LGBTIphobies.

Ce 20 novembre, nous nous souviendrons des femmes trans travailleuses du sexe qui ont été assassinées comme Vanesa Campos, Ivanna Macedo ou Jessyca Sarmiento. Nous nous recueillerons pour celles et ceux qui se sont suicidées ces dernières années, à cause de la transphobie: pour Tal, Mathilde, Doona, Fouad, Maxence, Nicolas, Sasha...

Nous ne pouvons pas dresser de liste exhaustive et rendons hommage à toutes les personnes victimes de transphobie. La transphobie tue.

Commission LGBTI

# SEINE-SAINT-DENIS La politique du logement: une épuration sociale

Le PS et la droite, dans l'ex-banlieue rouge, sont aux commandes de la rénovation urbaine et de l'épuration sociale qui l'accompagne.

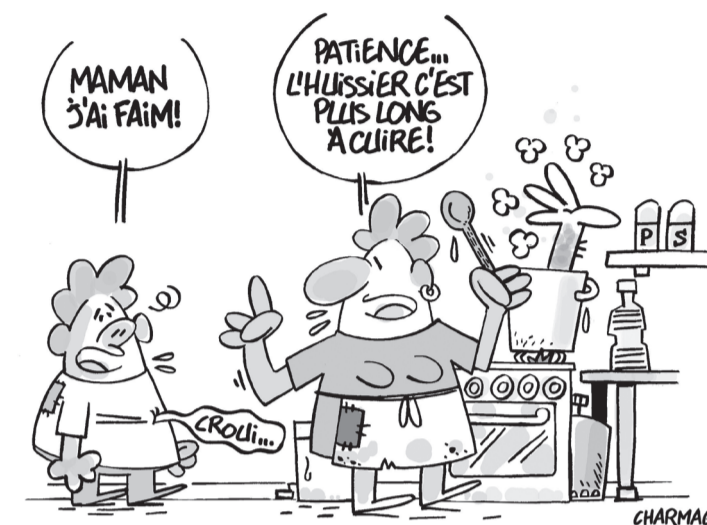
En 2020 le PCF a dû laisser filer au Parti socialiste la mairie de Saint-Denis qu'il détenait depuis 1920. Pas vraiment une surprise tant l'érosion des communistes était évidente depuis des années, compromis qu'ils étaient dans la gestion municipale. Et pas non plus avec un score impressionnant, indiscutable. Au deuxième tour, la liste de Mathieu Hanotin n'a obtenu que 8 604 voix contre 5 969 pour la liste PC, ce qui ne lui donne pas la légitimité pour révolutionner la ville qui affiche une population de 112 000 habitantEs environ.

### «Une ville équilibrée»

Le nouveau maire a fait sa campagne «pour une ville équilibrée» ce qu'il a traduit en matière de logement par la «priorité à la mixité sociale et à la diversification» ce qui n'était pas vraiment développé dans son programme.

Tout au plus pouvait-on lire «le doublement de la production de logement en accession sociale à la propriété» et la «réussite de la rénovation urbaine» en s'appuyant sur l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine, banque d'État qui finance les projets).

Alors que le Parti socialiste s'est effondré au plan national, il dispose maintenant de points d'appui conséquents en Ile-de-France et particulièrement dans la banlieue nord de Paris. Il a non seulement été élu à Saint-Denis mais aussi à Saint-Ouen, ville mitoyenne, et réélu à Pierrefitte. Il a la présidence de la communauté d'agglomération et gère le département et la ville de Paris. Cela lui donne les moyens de mettre en œuvre une politique globale de rénovation urbaine sans grande opposition. Plaine Commune, la communauté d'agglomération qui regroupe les communes du nord de Paris, présidée maintenant par le nouveau maire de Saint-Denis, engage 14 plans de rénovation sur les neuf villes qui la composent.



L'échéance des jeux Olympiques en 2024 devient le fer de lance de cette rénovation urbaine; elle fait largement consensus entre les forces politiques qui animent la région. Ceci génère une période de grands travaux autour des lignes de transports, des différents sites des jeux, et des opérations de rénovation urbaine pour une période d'au moins 10 ans. La loi olympique s'impose contre tous les recours démocratiques au nom de l'urgence des travaux. Cette méthode devient la règle pour les opérateurs qui mettent ainsi les populations devant le fait accompli.

### Changement du statut des logements

La violence de ces politiques de rénovation urbaine mises en œuvre est d'ailleurs bien la règle; à Épinay, l'évacuation brutale de la tour Obélisque au milieu de la cité d'Orgemont, qui menace de s'effondrer, se fait sans plan global concerté avec les habitants qui en sont réduits à trouver des solutions individuelles; à Aubervilliers, la

nouvelle municipalité de droite n'hésite pas à vendre les logements sociaux de la Maladrerie, à en détruire d'autres à la Villette ou à Émile Dubois.

À Saint-Denis, le projet de rénovation urbaine a été lancé par l'ex-municipalité PCF. L'objectif concernant la cité de Franc Moisin (un des quartiers de la ville) était déjà le même: éclatement de la cité avec des rues la traversant, démolitions de 477 logements sociaux, reconstruction en accès libre ou social à la propriété ou d'une typologie sociale plus élevée, pour remettre en cause le 100% de logements locatifs qu'elle connaît aujourd'hui et ouvrir la cité à la loi du marché de l'immobilier au nom de la mixité sociale. La nouvelle municipalité n'a eu qu'à reprendre à son compte le projet tant les choix proposés lui conviennent. Elle a juste radicalisé le discours et s'est libérée de la contrainte de la concertation des habitants concernés considérant qu'elle a été élue pour cela. Mathieu Hanotin procède autrement au centre-ville de Saint-Denis, autre quartier concerné par la rénovation. Sur un ensemble d'un millier de logements construits dans les années 1980, partagés en îlots et regroupés dans la ZAC Basilique, il fustige le trop grand nombre de logements sociaux, le regroupement des pauvres, l'absence de mixité

sociale. Si les objectifs sont les mêmes qu'à Franc Moisin, les techniques mises en œuvre pour atteindre ses objectifs sont différentes. Ici pas de démolition mais une résidentialisation qui isole chaque îlot et prépare la privatisation, une politique d'attribution des logements sélective, le transfert des charges d'entretien aux locataires, et un changement du statut des logements dont il n'a pas dit encore quelle forme cela allait prendre: «On regarde toutes les options sans en exclure une particulièrement qui pourrait permettre de travailler à une meilleure mixité sociale» mais qui est claire. Tout cela pour attirer une population plus aisée sur le centre-ville.

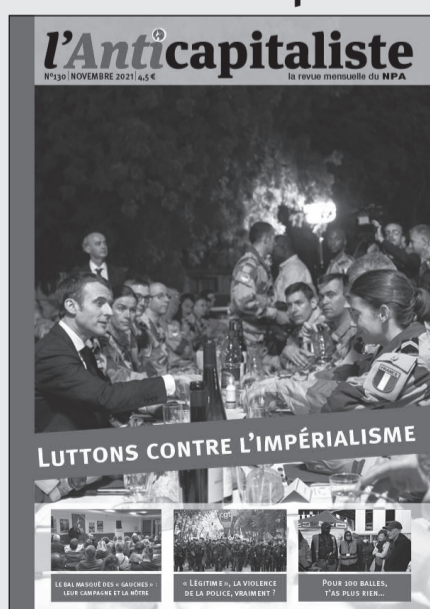
### Accélérer la gentrification

La caractéristique de l'équipe de Mathieu Hanotin c'est son refus de toute forme de dialogue avec la population et la volonté d'accélérer à tout prix le processus de gentrification. Pourquoi prendre la peine d'informer, de concerter, de discuter, de mobiliser une population dont il ne veut pas, dont il souhaite qu'elle aille ailleurs? Une population à qui la municipalité envoie des signes de son exclusion comme la volonté de déplacement du marché (plus gros marché populaire de l'Ile-de-France), la disparition des commerces bon marché, l'ouverture de commerces de bouche haut de gamme dans la galerie marchande ou d'un restaurant gastronomique dans la halle? Reste qu'avec la base sociale réduite dont il dispose, appliquer un programme d'épuration sociale ne peut pas se faire sans résistances. Comment va-t-il gérer la ville telle qu'elle est maintenant, avec ses exigences sociales, ses besoins, ses revendications? Ce n'est pas par hasard s'il a investi en priorité dans la police municipale, s'il a engagé la confrontation avec le personnel communal sur le temps de travail, et contraint les bibliothécaires à travailler le dimanche. Mais Saint-Denis ce n'est pas Levallois. Les mois et les années à venir seront porteurs de cette confrontation.

Jean-Marc Bourquin

## L'Anticapitaliste la revue

Le n°130 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à: L'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## CALAIS Grève de la faim et manifestation en soutien aux migrantEs

Depuis des années, à Calais et ailleurs, la police harcèle voire agresse les personnes migrantes et réfugiées, mais aussi celles qui leur viennent en aide.

Samedi 13 novembre 2021 se tenait à Calais une manifestation en soutien aux personnes exilées et aux grévistes de la

faim, en grève depuis 35 jours à l'église Saint-Pierre de Calais. Ces derniers jours, ce sont encore au moins trois personnes qui ont perdu la vie à la frontière lors du naufrage de leur bateau de fortune (des kayaks pour traverser le Détroit de Calais).

On en a assez de cette politique migratoire de non-accueil qui, depuis les années 1990, a entraîné plus de 300 morts! Et c'est sans compter ceux disparus sans qu'on n'ait jamais retrouvé leur corps!



# BERGAMS (GRIGNY) Le groupe Norac veut liquider l'entreprise et ses salariéEs

Alors que les salariéEs sont en grève depuis deux mois contre des conditions de travail et de salaire rendues insupportables par un accord de performance collective (APC), le groupe Norac dont dépend Bergams a décidé de faire mettre en liquidation l'entreprise.

Vendredi 12 septembre, un rassemblement des grévistes et de leurs soutiens s'est tenu devant le tribunal de commerce d'Évry où avait lieu l'audience concernant la demande de liquidation de la direction. À noter que celle-ci avait organisé un rassemblement des non-grévistes, amenés en bus dans l'objectif de faire porter la responsabilité de la fermeture de l'usine aux grévistes. En vain. Contrairement à ce que les patrons ont essayé de faire croire en assignant des grévistes à deux reprises en justice sans parvenir à les faire condamner, les grévistes n'ont jamais empêché personne de travailler. La production, l'emballage et la mise sur palettes étaient à l'arrêt parce que la grosse majorité de ce secteur était en grève tandis que les non-grévistes font partie de la distribution — les chauffeurs-livreurs, du personnel administratif et des cadres.

## Les grévistes se font respecter

L'accord de performance collective (APC), que la direction a obtenu, il faut le rappeler, en exerçant un chantage à la fermeture, ne



NPA

concernait que la production et l'emballage, pas le personnel des bureaux, et les cadres ont même été augmentés de 15%. Les salariéEs ont consenti à des efforts surhumains pour «sauver» l'entreprise. Les conditions de travail déjà extrêmement pénibles parce que les sandwiches ou les salades sont fabriquées dans des chambres froides, à moins de 5 degrés, se sont encore détériorées parce que les cadences n'ont pas cessé d'augmenter ainsi que les heures sup imposées au bon vouloir de la direction. Et tout cela avec des

perdes de salaires énormes, l'ancienneté n'étant plus prise en compte, ni les dimanches et jours fériés ni les heures supplémentaires parce qu'annualisées. Le chantage de la direction est alors apparu comme étant une énorme tromperie, les commandes avaient repris, aussi importantes qu'avant le covid. C'est ce que la grève a fait éclater au grand jour, et au-delà de Grigny ou de l'Essonne puisque plusieurs journaux et médias en ont parlé. La détermination et le courage des grévistes ont imposé le respect, entre autres aux non-grévistes dont

certaines ignoraient beaucoup de ce qui se passait dans les ateliers.

## Norac, champion de l'exploitation

À l'audience au tribunal de commerce, le représentant du ministère public n'a pas accepté la liquidation immédiate demandée par Bergams. Les représentants des salariéEs ont pu faire valoir et leurs conditions d'exploitation et les points opaques du dossier de la direction qui met dans la colonne «perdes» des salaires qui n'ont pas été versés du fait de la grève et oublie toutes les subventions qu'elle a reçues, liées au chômage partiel (ARME) ou à l'existence de la zone franche de Grigny et enfin compte, en pertes immédiates, les prêts garantis par l'État au moment du covid qu'elle a cinq ans pour rembourser. Sans compter les sommes versées à Norac, le petit empire agro-alimentaire de Bruno Caron ni bien évidemment les bénéfices engrangés depuis des années sur le dos de salariéEs exploités. Rendu du délibéré mercredi mais d'ores et déjà, pour preuve qu'il s'agit d'un patron voyou, une autre grève a éclaté dans le groupe Norac, à Nor Pain, au Havre où les salariéEs dénoncent des salaires de misère: «Marre d'être dans le pétrin tous les mois», comme le disent leurs banderoles.

Correspondantes 91

# ENTREPRISES Grèves à répétition dans le secteur du transport de voyageurs

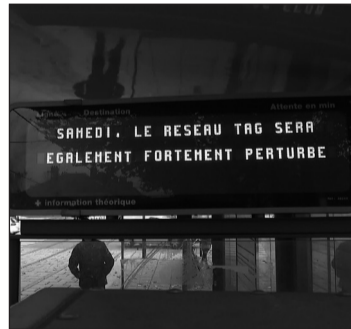
Il ne se passe presque pas un jour sans qu'une grève éclate dans un réseau de bus du territoire.

Ces deux dernières semaines, on peut recenser au moins: le 8 chez Orizo dans le grand Avignon et à la Setram du Mans, le 9 dans le réseau Saint-Malo Agglomération chez RATPdev, chez Citéline le 10 à Thionville, la Tam à Montpellier le 12, le 12 et le 13 pour la Semitag à Grenoble, Cars du Rhône Transdev dans

les TCL pour Lyon le 15, Bibus à Brest et Le Met' à Metz le même jour. Et tout cela après les deux mois de grève chez Transdev en Île-de-France!

## Dégradation des conditions de travail

Comment s'expliquent ces «jour de grève historique», «grève inédite», ou encore «du jamais vu depuis 10 ans» dans la presse locale? Il y a évidemment un facteur objectif, la dégradation des conditions de travail, au point que le patronat du secteur se plaint de ne pas réussir à embaucher. Ce sont pourtant ces



DR

hypocrites qui sont responsables des salaires au lance-pierre, des amplitudes énormes et des changements de planning parfois du jour au lendemain! Eux et leur

soif de profits rendent impossible de bien faire son métier, et mettent en danger à la fois les conducteurs et les clients.

Mais ce qui est surtout nouveau, c'est un facteur subjectif, ce «ras-le-bol général» qui a décidé de se montrer au travers de toutes ces grèves, et qui renforce le sentiment que des grèves en commun, comme à Orléans le 8 où des grévistes de RATPdev, Transdev et Keolis s'étaient rejoints dans la rue, pourraient inverser les choses. Si toutes ces grèves se coordonnaient à la base, les patrons ne feraient pas le poids!

CorrespondantEs

## Grève de la faim pour dénoncer les traitements dégradants

À Calais, on compte environ 2000 personnes et au moins 300 enfants non accompagnés qui vivent dehors, dans des conditions inhumaines et qui subissent «un traitement dégradant» de la part des autorités françaises. C'est ce que concluait le rapport de Human Rights Watch du 7 octobre 2021. Le rapport indique qu'«en 2020, la police a procédé à plus de 950 opérations routinières d'expulsion à Calais et au moins 90 expulsions de routine à Grande-Synthe, saisissant près de 5 000 tentes et bâches et des centaines de sacs de couchage et de couvertures».

Pour dénoncer les violences policières envers les migrantEs et pour demander un arrêt des expulsions et des démantèlements de campements pendant la trêve hivernale, le père Philippe Demeestère, 72 ans, et deux autres militantEs, Anaïs

Vogel et Ludovic Holbein, ont entamé une grève de la faim depuis le 11 octobre. Malgré les négociations avec le représentant du Gouvernement, la situation s'enlise. L'État est intransigeant et préfère laisser dormir dans le froid des femmes et des enfants en continuant les démantèlements des camps, seul refuge des migrants pour survivre, ainsi que la confiscation de leurs effets personnels. En ce début de la trêve hivernale, les interventions policières visant le démantèlement des campements n'ont pas cessé. Nous disons Ya Basta!

## De centaines de personnes ont manifesté leur solidarité aux exilés

En soutien aux grévistes de la faim, nous étions des centaines ce samedi 13 novembre dans les rues de Calais. Vers 14h30, le cortège est parti de la place Crève-cœur, lieu de l'église Saint-Pierre,

nouveau lieu symbole de la résistance qui accueille les trois camarades grévistes. Juste avant, ceux-ci avaient fait une brève allocution où ils ont réitéré leurs revendications.

Ils demandent:

- la suspension des expulsions quotidiennes et des démantèlements de campements durant la trêve hivernale;
- l'arrêt de la confiscation de tentes et des effets personnels des personnes exilées durant cette même période;
- la mise en place d'un dialogue citoyen raisonné entre autorités publiques et associations non mandatées par l'État, portant sur l'ouverture et la localisation de points de distribution de tous les biens nécessaires au maintien de la santé des personnes exilées.

Ils sont apparus fatigués mais déterminés à continuer le combat. Pendant la manifestation, un hommage a été rendu



NPA

aux migrantEs décédés en mer ou encore écrasés par un train ou un camion... Combien de jours de grève de la faim seront encore nécessaires pour qu'une réponse positive aux revendications soit obtenue?

Les revendications des grévistes de la faim ne sont pas seulement justes mais elles peuvent être réalisées tout de suite. Elles se heurtent toutefois à cet État, un monstre froid, qui ne les entend pas.

Correspondant

## SANS-PAPIERS

# Grève au Monoprix Belleville: victoire!

Le 25 octobre, 13 livreurs sans papiers travaillant pour Monoprix commencent une grève pour obtenir leur régularisation et démarré un piquet devant le Monoprix Belleville (Paris 19<sup>e</sup>), se joignant à un mouvement de grève initié par la CGT en région parisienne dans 10 entreprises (restauration, intérim, livraison, etc.).

Dans la restauration, l'hôtellerie, le BTP, le nettoyage, la logistique, la sécurité, le traitement des déchets... de nombreux soutiens de la croissance et premiers de cordée, souvent en première ligne pendant l'épidémie de covid, sont... des sans-papiers.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

## Une double victoire

Le premier mérite de la grève a été de rappeler cette réalité économique. Et le second son efficacité: en 10 jours, neuf piquets ont obtenu gain de cause et les salariéEs sans papiers ont obtenu leurs CERFA, les fameux contrats pour travailleurEs étrangers indispensables à leur régularisation. Au Monoprix de Belleville, la situation était compliquée: les livreurs qui pédalent pour Monoprix travaillent pour une filiale de Stuart à qui Geopost a confié l'exécution de son contrat de livraison avec Monoprix...

Une cascade de sous-traitants et, en bout de course, des livreurs avec le statut d'auto-entrepreneur qui gagnent au mieux 9 euros de l'heure pour livrer en vélo (et porter les courses au destinataire final quand il n'y a pas d'ascenseur...). Et en cas d'accident ou de maladie, Monoprix et Stuart s'en lavent les mains: ce sont des auto-entrepreneurs, à eux de s'assurer... Le Collectif unitaire du 19<sup>e</sup> a participé au soutien aux grévistes et aux rassemblements (très bien sonorisés) devant le Monoprix Belleville. Il a organisé des distributions de tracts devant d'autres Monoprix du 19<sup>e</sup>. Le 2 novembre, après une semaine de blocage, Monoprix, Geopost (filiale de la poste...) et Stuart ont cédé: les livreurs sans-papiers ont obtenu gain de cause. Ils vont tous obtenir des CERFA... et pour cela vont passer du statut d'auto-entrepreneur à celui de salarié d'une filiale de Stuart! Une double victoire dans leur cas... Mais cette grève et les victoires remportées ont d'autres significations et démontent les discours, idées et fantasmes de l'extrême droite en France, complaisamment relayés par des médias mainstream. Les sans-papiers travaillent ici et apportent une contribution essentielle à l'économie dans de nombreux secteurs. Quand leurs droits avancent, l'extrême droite et ses idées reculent!

Le collectif unitaire de Paris 19<sup>e</sup>



## Souscription du NPA



**M**obilisons-nous contre le monde d'avant: les contre-réformes sociales, les lois racistes et liberticides, les violences policières, la destruction des services publics, tous les impérialismes, la catastrophe climatique. Toutes et tous, mobilisons-nous pour le monde d'après, pour l'écossocialisme! Une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. Un mode de production où les besoins sociaux seront déterminés de manière démocratique et écologique. À son échelle, dès maintenant, et sur tous les terrains, le NPA peut jouer son rôle de parti politique dans la longue marche vers l'écossocialisme. Mais faire de la politique coûte cher. Vos dons sont donc plus précieux que jamais!

**INFOS PRATIQUES** Deux moyens de paiement: le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à [souscription.npa2009.org](https://souscription.npa2009.org) ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques: avant le 31 décembre 2021 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

**MENTIONS LÉGALES** Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent-e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à: **NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL  VILLE

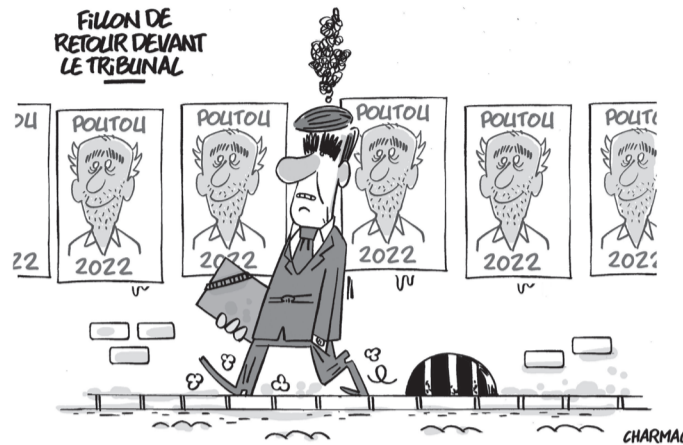
MONTANT  €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à unE militantE ou à envoyer à: **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

## Philippe Poutou sur France Inter: «Notre candidature est un appel à la résistance»

Extraits de l'interview de Philippe Poutou par Léa Salamé le 16 novembre dans la matinale de France Inter<sup>1</sup>.

**L**e problème que l'on a ce sont les parrainages. Ça a toujours été notre problème, obtenir 500 signatures d'élus, et notamment de maires des petites communes, c'est une mission très compliquée, encore plus cette année, et on s'est dit que ce serait moins compliqué avec un visage déjà connu. Mais ça fait bizarre de devoir refaire à chaque fois la même chose. On est un parti qui milite au quotidien, qui fait de la politique au quotidien, et on a toute légitimité à participer à cette élection, mais on a toujours ce tour préliminaire avec les parrainages. Alors une fois de plus on lance cet appel aux élus: si vous pensez qu'on est utiles au



débat politique et si vous pensez qu'on est légitimes, n'hésitez pas à nous parrainer. [...]

### «Un mouvement des Gilets jaunes puissance 10»

Notre candidature est un appel à la résistance, à la lutte, contre la résignation. On veut rendre visible un camp social qui souffre,

et on pense que ce n'est pas du luxe dans la campagne qui vient, qui est largement envahie par les idées réactionnaires, racistes et même fascistes. On veut faire entendre l'idée qu'il faut lutter, combattre ce système capitaliste, et que pour cela on s'organise par nous-mêmes, on fasse de la politique. [...]

## Parrainages: mener une vraie campagne politique!

Entretien avec **Nicolas**, militant à Toulouse.

### Comment s'organise la recherche des parrainages?

Nous assurons depuis Toulouse le suivi de trois départements (Haute-Garonne, Ariège, une partie de l'Aude) et un peu le Gers. Nous avons 70 parrainages en 2017 sur cette même région, ce qui était beaucoup, notamment grâce à un camarade très efficace, malheureusement décédé depuis. Pour l'instant nous avons 10 promesses. Nous avons été confrontés au fait qu'environ la moitié des maires de 2017 ne le sont plus aujourd'hui. Sur le 31, deux camarades retraités font en moyenne deux tournées par semaine, une dizaine tourne régulièrement et une autre dizaine y va ponctuellement. Mais, point positif, de nouveaux camarades se sont inscrits pour de prochaines tournées en novembre et décembre. Le rythme s'accélère.

### Comment assurez-vous la «formation» des nouveaux et nouvelles militantEs?

Nous essayons d'accompagner les jeunes camarades, les premières fois, pour permettre la transmission d'un savoir-faire. Cependant

la proportion entre camarades expérimentés et novices dans cet exercice nous limite. Nous avons écrit une note de deux pages pour apporter des aides concrètes. On s'était aperçu que ce n'est pas naturel de sonner chez les habitantEs pour trouver le domicile des maires lorsque les mairies sont fermées. On insiste sur le fait de ne pas quitter une commune sans avoir des infos supplémentaires pour trouver les maires, car notre plus grande difficulté est d'arriver à les rencontrer. On y explique aussi comment remplir un tableau élaboré localement.

### Lors des rencontres avec les maires, y a-t-il des sujets particuliers de discussion?

On s'aperçoit que les maires sont très désabusés face à la situation politique. Ils nous disent souvent «On ne s'occupe pas de nous, la ruralité est abandonnée par les responsables politiques qui ne se préoccupent de nous que pour les élections». Ils sont souvent écourés par le cirque médiatico-politique et du coup, beaucoup ne veulent parrainer personne... Pourtant ils reconnaissent qu'on ne fait pas partie du milieu des professionnels de la politique. Ils sont préoccupés par la disparition des services publics dans le monde

rural, par la baisse des retraites qui entraînent une augmentation de la pauvreté parmi leurs administrés. Certains maires agriculteurs se sentent concernés car ils bossent six jours par semaine, pour ne même pas gagner 1000 euros!

### Des différences par rapport aux campagnes précédentes?

Comme partout, ce qui change, c'est qu'on n'a pas besoin de présenter Philippe. Les maires qui nous avaient parrainés en 2017 ne regrettent pas de l'avoir fait. Beaucoup de maires attendent encore de voir la tournure politique que va prendre la campagne. Aussi faut-il régulièrement les revoir. On est globalement dans les temps de collecte, mais si cela ne s'accélère pas, les 500, ce n'est pas garanti!

### Et les autres aspects de la campagne politique?

Le meeting du 23 novembre avec Philippe à Toulouse est l'occasion de se mettre en ordre de bataille pour coller les affiches, distribuer les tracts et mener la collecte des signatures en parallèle. On est convaincuEs du bien fondé de notre campagne. Avec cette polarisation à l'extrême droite, si on n'y est pas, on va passer six mois déprimants... Ne subissons pas ces vagues de débats nauséabonds!

## Week-end de formation du NPA Jeune

### S'armer des idées pour défendre une campagne révolutionnaire!

Les 13 et 14 novembre, à l'occasion du week-end de formation du NPA Jeune, plus de 170 jeunes venuEs de toute la France ce sont réunis pour discuter idées révolutionnaires, changement de la société, perspectives militantes actuelles...

**U**n week-end et un meeting réussis pour se préparer à défendre la candidature de Philippe Poutou et nos idées communistes révolutionnaires. Le meeting a été l'occasion de revenir sur la situation des jeunes, depuis l'hypocrisie

de Macron et son «un jeune, une solution» jusqu'à la lutte que les étudiantEs sans fac mènent en ce moment, mais aussi sur le poison de l'extrême droite et son nationalisme face à touTEs les travailleurEs et aux migrantEs en particulier. Enfin, Armelle et

Damien, porte-parole de la campagne Poutou, sont revenus sur l'ensemble des attaques contre notre classe. Toujours plus de travail dans les hôpitaux, toujours plus de licenciements et de suppressions de postes, et toujours plus de profits pour le patronat!

Les formations ont tourné autour de sujets en résonance avec l'actualité: histoire de l'extrême droite, nouvelles formes d'exploitation, luttes pour l'émancipation des femmes, mouvement noir américain... autant de thématiques sur lesquels les jeunes, militantEs ou en passe de le devenir, se sont armés pour défendre les idées révolutionnaires dans la campagne présidentielle à venir. Et c'est parce que nos idées, pour avoir un effet sur la réalité, supposent une force politique organisée pour les défendre que nous avons clôturé le week-end par un plénier sur la nécessité de construction du parti révolutionnaire! **Mathilda Nalot**

## #Poutou2022

La crise sanitaire n'a pas créé la précarité, mais l'a amplifiée, l'a rendu plus visible, on voit une véritable souffrance. C'est le chômage, les petits boulots, les petits salaires... On nous promet des augmentations mais les salaires sont largement en retard. Et il y a donc à la fois, d'un côté, un appauvrissement global de la population, une société qui est même de plus en plus violente par beaucoup d'aspects, et puis de l'autre côté on voit des richesses qui s'accumulent, des choses indécentes, les fortunes des milliardaires, les profits, les dividendes... qui explosent, tout ça en pleine crise sanitaire. Donc oui il y a toutes les raisons de se révolter aujourd'hui. Il faut qu'on se batte, il faut qu'on se défende, face au cynisme et à l'arrogance des plus riches, il y a besoin de balayer tout ça. Demain [17 novembre] c'est le troisième anniversaire des Gilets jaunes, et nous ce qu'on a envie de dire c'est qu'il faut un mouvement des Gilets jaunes puissance 10.

1 - Interview à retrouver en intégralité sur <https://lanticapitaliste.org/videos/philippe-poutou-interview-du-79-de-france-inter-le-16-novembre-2021>



## Agenda

**Mardi 23 novembre, réunions publiques du NPA avec Philippe Poutou, Toulouse.**

À 12 h 50, à l'université Toulouse Jean-Jaurès, amphithéâtre A puis à 20 h salle Osète, 6, rue du Lt. Colonel-Pélessier, M° Capitole.

**Mardi 30 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg.** À 19 h 30, FEC, 17, place Saint-Étienne à Strasbourg.

**Jeudi 2 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes.** À 19 h, Maison de Quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne à Rennes.

**Mercredi 8 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Grenoble.** À 20 h, Office du tourisme de Grenoble, 14, rue de la République.

**Jeudi 16 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Beauvais (60).** À 20 h, amphithéâtre du Pré-Martinets.

**Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen.** À 20 h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, M° Théâtre-des-Arts.

Roman



Marseille 73, de Dominique Manotti

Éditions Les Arènes, 2020, 384 pages, 20 euros.

cinquante dans toute la France. C'était la période aussi où, face à une montée du chômage, une circulaire gouvernementale (dite Marcelin-Fontanet du nom de ses auteurs) visait à bloquer l'immigration et renvoyer une partie des travailleurEs immigrés chez eux. La mort d'un conducteur de bus marseillais, tué par un malade mental qui se trouvait être d'origine algérienne, déclenchait une nouvelle effervescence raciste. Campagne raciste dans la presse marseillaise, constitution d'un « Comité de défense des Marseillais » animé par l'extrême droite qui participait (aux côtés de syndicats corporatistes peu regardants sur le racisme) à l'enterrement du chauffeur, avant que dans la soirée même, certains de ses membres se lancent dans des ratonnades, faisant trois victimes, dont le jeune Ladj Lounes (Malek dans le roman) – abattu devant un café fréquenté par des maghrébins dans un des quartiers populaires de la ville. C'est l'enquête sur ce meurtre qui fait la trame du roman. On y voit les liens étroits entre les groupes d'extrême droite marseillais, le SAC gaulliste de Charles Pasqua et la police, ainsi que la complicité des

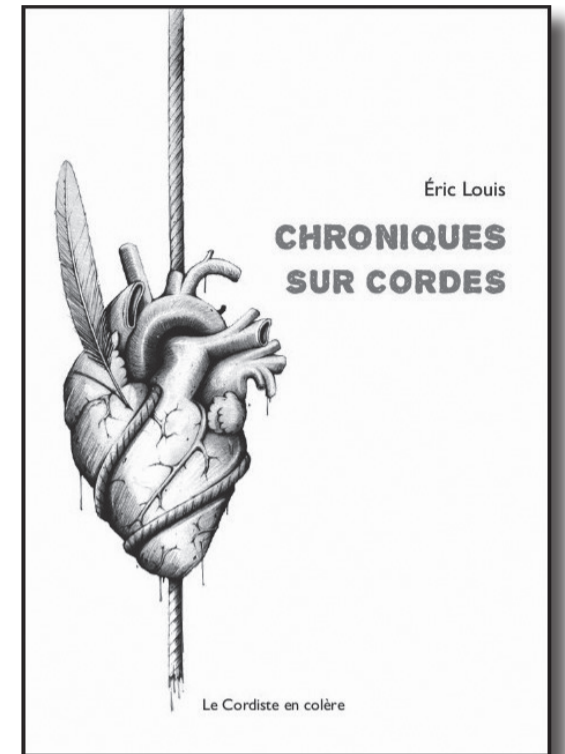
juges qui s'empressent d'enterrer ces crimes racistes sous l'étiquette de règlements de comptes entre « petits délinquants arabes ». **Lutte auto-organisée** Dominique Manotti fait revivre le combat mené contre ces crimes racistes par quelques associations d'aide aux immigrés, comme la Cimade (association protestante) dont l'un des responsables, pasteur, est expulsé manu militari sur ordre du gouvernement vers son pays d'origine (heureusement pour lui, la tranquille Suisse) et surtout le combat mené par les travailleurEs maghrébins eux-mêmes, dont une organisation qui s'est créée à l'époque, le MTA (Mouvement des travailleurs arabes). Elle lançait, après les assassinats un mot d'ordre de grève qui paralysait le chantier naval de La Ciotat. A suivi une grève à Marseille et, le 14 septembre, une grève au niveau de la France entière, largement suivie notamment dans les usines métallurgiques de la région parisienne. Manotti relate l'action des militants ouvriers maghrébins, la solidarité qu'ils ont trouvée auprès de l'extrême gauche et d'associations de défense

des immigrés. Elle souligne aussi le silence complice du maire socialiste de Marseille, Gaston Deferre, et évoque la pleutrerie des directions syndicales. Rappelons que le quotidien communiste régional *la Marseillaise* désavouait en ces termes la grève lancée par le MTA : « Certains groupuscules essaient d'entraîner les immigrés dans des actions irréfléchies qui les isoleraient. Qui manipulent ces groupes. Qui cherche ainsi un affrontement en grand ? À qui cela profite ? Sans conteste à ceux qui trouvent intérêt à l'immigration sauvage qu'ils ont favorisée. » La CGT marseillaise avait désavoué aussi la grève. Mais la ténacité du MTA et des mouvements qui le soutenaient a finalement contraint, après moult hésitations, les syndicats nationaux à se dire solidaires de la seconde grève, celle du 14 septembre... mis à part la CFDT. Le roman rappelle les faits tristement réels de ce septembre 1973. Seuls trois policiers, en opposition avec la maison poulaga, mènent l'enquête jusqu'au bout sont presque trop beaux pour être vrais. Mais on ne fait pas un bon roman policier sans une bonne enquête. **Olivier Belin**

Essai

Chroniques sur cordes et Mes trente (peu) glorieuses – autoprolographie, d'Éric Louis

Éditions les Imposteurs, 5 et 10 euros.



Voilà deux petits livres qui racontent le quotidien d'un travailleur intérimaire cordiste dans le nord de la France, celui de l'auteur Éric Louis. Il s'agit d'un constat simple, presque sans colère, de ce qu'est la vie de salariéEs, passant d'un boulot à un autre, de petits contrats à d'autres petits contrats, de quelques heures, de quelques jours.

TravailleurEs mis en danger

Des travailleurEs qui sont peu considérés, mal payés, souvent isolés, la plupart du temps en déplacement. Des travailleurEs qui sont régulièrement mis en danger, sans doute plus que les fixes, avec trop peu de formation, devant à chaque fois faire leurs preuves immédiatement, avec des conditions de travail qui sont elles aussi très précaires, les accidents parfois mortels faisant partie des risques encore plus pour les missions courtes. Un autre livre, *On a perdu Quentin*, (aux éditions du Commun mais actuellement épuisé) a été écrit en mémoire d'un jeune intérimaire cordiste mort au travail en juin 2017, quasiment dans l'indifférence. Éric a été cordiste pendant deux ans et demi, de ceux qui nettoient et entretiennent l'intérieur des silos ou des fours, accrochés à plusieurs dizaines de mètres à des cordes, risquant la chute, l'étouffement, l'accident. Mais un ouvrier ou une ouvrière blessée ou qui se tue au travail, ça passe comme un fait divers, traduisant bien ainsi la violence patronale et celle de la machine infernale qu'est l'exploitation capitaliste. Il est précisé qu'il existe une association de lutte contre les accidents du travail des cordistes, contre l'indifférence, pour aider les travailleurEs et les familles de victimes, pour coordonner les défenses et les résistances, pour construire la solidarité : Cordistes en colère (<https://cordistesencolere.noblogs.org/>)<sup>1</sup>. Éric raconte les souffrances du travail, il raconte ses malheurs, les moments difficiles mais avec humour et ironie, n'oubliant pas ainsi de régler quelques comptes avec les exploiters.

Philippe Poutou

1 – À voir à ce propos l'émission « Arrêt sur images » du 27 octobre. Lien gratuit : <https://www.arretsurimages.net/emissions/arret-sur-images/un-gamin-qui-meurt-au-fond-dun-silo-personne-nen-parle>

Jazz

Un enregistrement live inédit du chef-d'œuvre de John Coltrane : A Love Supreme

« Live à Seattle », chez Impulse – 16 euros en CD et 31 euros en vinyle et disponible sur les plateformes.

John Coltrane (1926-1967) a longtemps joué du sax alto avant de passer au ténor. Il s'est formé auprès des plus grands de son époque (Dizzy Gillespie, Charlie Parker, Eric Dolphy, Sonny Rollins). Le quintet qu'il forma avec Miles Davis est considéré comme un sommet (cinq albums magistraux) avec le duo qu'il constitua avec le pianiste Thelonius Monk. Ce n'est qu'à l'âge de 30 ans qu'il devint vraiment indépendant, forma son propre quartet et grava les albums qui influencent encore aujourd'hui toujours le jazz moderne (*Giant Steps, My Favorite Things, Olé Coltrane*, etc.). Il a exploré toutes les possibilités de son instrument, dépassé les horizons du développement thématique et harmonique en combinant l'improvisation à la chaleur du timbre, à la dynamique et au rythme. Le tout dans une recherche spirituelle permanente. *A Love Supreme* est, à juste titre, considéré comme un de ses chefs-d'œuvre.

l'album fut très peu joué en live dans son intégralité<sup>2</sup>. Mais...

Tremblement de terre sur la planète jazz

Enregistré « live » à Seattle le 2 octobre 1965, deux ans avant la mort du saxophoniste, cet inédit, connu de quelques rares initiés, a refait surface en octobre 2021 et provoqué un petit tremblement de terre. En plus, comme l'enregistrement a été capté par Joe Brazil, musicien de jazz et ami de Coltrane, et brassé par les consoles de Rudy Van Gelder, le magicien du son de chez Impulse, la qualité est époustouflante en regard des trois uniques micros présents ce soir là à Seattle. Pour cette séance, le quartet de John Coltrane est augmenté de trois autres musiciens et pas des moindres. Pharoah Sanders au saxophone, Donald Garrett à la basse et à l'archet

et Carlos Ward au saxophone alto. Il n'en fallait pas moins pour exprimer les croyances spirituelles et les sentiments universalistes du compositeur au moment où la police s'acharnait sur les jeunes noirs.

Enregistrement studio vs enregistrement « live »

Éternelle discussion jamais vraiment tranchée. Si la finesse et la profondeur d'un enregistrement studio est inégalable, la puissance d'une performance live procure des émotions incomparables aux musiciens et au public surtout. Pour ce « live », les musiciens reprennent exactement dans le même ordre les quatre mouvements de l'enregistrement studio : « Acknowledgement », « Resolution », « Pursuance » et « Psalm ». Mais parce qu'il y a trois musiciens supplémentaires, la formation veut aller encore plus haut, encore plus loin



et pour ce faire se cherche, cherche et trouve. Plusieurs interludes (la batterie d'Elvin Jones!) s'intercalent entre les mouvements et seul le final somptueux « Psalm » respecte la durée initiale du mouvement pour la transe voulu par le compositeur. En deux mots, l'enregistrement initial faisait 32 minutes et ce live 75 minutes et vous n'en aurez pas l'impression ! **Sylvain Chardon**

1 – Elvin Jones a aussi influencé les meilleurs batteurs de rock tel Mitch Mitchell, et même Jimi Hendrix.

2 – La seule autre interprétation connue de l'album est celle du festival de Juan-Les-Pins en juillet 1965.

Cirque

« Les Nomades arrivent » nouveau spectacle du Cirque Romanès

De Paris à Bordeaux.



**A Love Supreme** Enregistré en 1964 et publié en 1965, *A Love Supreme* est l'album majeur du jazz moderne. Fraîchement accueilli à sa sortie par une majorité de critiques, il se vendit tout de suite à plus d'un million d'exemplaires. Les critiques devinrent alors exégètes et *A Love Supreme* devint l'album référence de plusieurs générations de musicienEs de jazz. Apothéose musicale du groupe de Coltrane de l'époque (lui-même au sax ténor, Jones<sup>1</sup> à la batterie, Garrison à la contrebasse et McCoy Tyner au piano), la formation après ce disque n'avait plus rien à prouver et se dissolvait rapidement. En conséquence,

Ce nouveau spectacle est comme les précédents. Toujours aussi réjouissant, chaleureux, émouvant. La petite troupe tzigane nous offre des acrobaties, des jongleries, des numéros de trapèze et de funambule, de la poésie, de l'humanité. Il y a des moments amusants avec des petits compagnons domestiques bien « dressés », attention ça ne marche pas à tous les coups, mais c'est garanti sans aucune souffrance animale. Tout cela dans une ambiance dansante car des musiciens jouent du début à la fin. Après le spectacle, il est possible de discuter avec les artistes, une petite collation est organisée,

des livres de poésie d'Alexandre Romanès, des belles affiches du cirque tzigane, des beignets, des boissons sont mises en ventes... Le cirque a besoin de soutien, alors n'hésitez pas à acheter. Ça se passe les samedi-dimanche à Paris jusqu'à mi-décembre puis à Bordeaux en fin d'année et début d'année prochaine. **PP**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie **la-breche.com**

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43  
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# « En justice, les violences obstétricales et gynécologiques ne sont pas reconnues »

**Entretien avec Sonia Bisch, fondatrice et porte-parole de « Stop aux violences obstétricales et gynécologiques » qui lutte contre ces violences. Cette organisation est à l'origine de la récente mobilisation contre le professeur Émile Daraï, spécialiste de l'endométriome à l'hôpital Tenon.**

## Quand et pourquoi avez-vous créé Stop VOG ?

J'ai créé Stop VOG en 2017 afin d'informer les femmes et les filles sur les violences obstétricales et gynécologiques (VOG) et sur leurs droits (loi Kouchner de 2002 sur le consentement). Informer les femmes, porter leur parole, c'est leur redonner confiance et pouvoir de décision. Ces violences sont taboues. On est face à un médical extrêmement fort qui abuse de son pouvoir, c'est une réalité. On n'entend pas les victimes parce qu'on vénère le médical. J'ai moi-même subi des violences pendant mon accouchement en 2015. J'ai été littéralement agressée en accouchant. J'ai mis longtemps à réaliser ce qui s'était passé. J'étais sidérée. Avec un médecin, on se croit toujours en sécurité. Quand on accouche, on est en situation de vulnérabilité. Je me suis mise à militer pour épargner les autres, pour le fameux « plus jamais ça ». À cela s'ajoute une deuxième réalité : la culture du viol « façon gynécologie ». Ce sont les mêmes mécanismes que pour toutes les violences contre les femmes : inversion de la culpabilité, déni et minimisation de la parole des victimes, traitées de menteuses ou de chochottes. Quand on porte plainte, c'est la double peine. Le Conseil de l'Ordre a été épinglé par la Cour des comptes pour sa mauvaise gestion des plaintes des patientes. Ce sont des médecins, élus par des médecins, payés par des médecins, qui souvent protègent des médecins... En justice, les VOG ne sont pas reconnues. On espère que l'affaire Daraï va changer la donne.

## Tu parles de violence et de viol gynécologique, tu peux préciser ?

Ça a été long de faire reconnaître qu'un viol est commis plus souvent par un proche que par un inconnu dans la rue. Il peut avoir lieu aussi dans un cabinet gynécologique. Un spéculum mis de façon violente, même si la patiente hurle qu'elle a mal et qu'elle refuse, ou des va-et-vient dans le vagin n'ont rien de médical. Dans l'affaire E. Daraï, beaucoup de témoignages dénoncent des touchers rectaux par surprise, extrêmement douloureux. Parmi les médecins, des agresseurs peuvent se cacher.

## Quelles sont vos revendications, vos moyens d'action ?

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) précise que la bonne santé n'est pas juste une absence de maladie, de pathologie. Violenter, traumatiser une personne gâche sa santé, sa vie à long terme, sa sexualité et peut entraîner le suicide. Le respect et l'écoute de la parole des femmes sont indispensables à la bientraitance.

L'absence de respect des choix des femmes : c'est non ! L'hypermédicalisation inutile pour arranger un service ou un médecin, sans besoin réel de la patiente : c'est non ! On ne sauve pas de vie en faisant un frottis contre l'avis de la patiente



ou une épisiotomie systématique lors d'un accouchement. Même si on a donné son accord, on peut le retirer à tout moment.

On nous forme trop à obéir aux médecins. Quand on va voir un médecin, on est en demande de prescription, de diagnostic, de conseil, de soin. Les violences gynécologiques sont des abus de confiance, de vulnérabilité. On travaille auprès des éluEs pour en faire une question de santé publique. Depuis 2018, plusieurs rapports officiels alertent, notamment celui du Haut conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes de juin et celui du Conseil de l'Europe. En 2020, nous avons réalisé une Enquête nationale sur la naissance et participé à un Groupe de travail réuni – une seule fois – par Marlène Schiappa, avec les hautes instances de santé.

On demande urgemment une campagne d'information du grand public et la formation des personnels soignants aux bonnes pratiques médicales, à un réel partenariat soignantE/soignéE, à la physiologie de l'accouchement, à la bientraitance, au respect de la parole des femmes, de leur

corps, de leur consentement. Les femmes doivent trouver une place active dans les parcours de santé, comme au Canada, avec l'intervention de patientes-expertes, dans la recherche médicale et dans l'enseignement initial et continu.

## Peux-tu revenir sur les témoignages que vous recevez et sur l'affaire Daraï ?

On reçoit environ 200 témoignages par mois. Des jeunes femmes nous disent sortir de la visite gynécologique en ayant le sentiment d'avoir été violée, d'avoir eu un frottis ou une palpation mammaire pour rien (gestes non recommandés avant 25 ans), ou elles se sentent mal et pensent que quelque chose n'était pas normal. Les gynécologues n'ont pas à nous demander d'être entièrement nues. Si besoin, on enlève le bas ou le haut. Les frottis, c'est seulement tous les trois ans, voire tous les cinq ans après 35 ans, selon les recommandations de bonnes pratiques.

Le Pr Émile Daraï est gynécologue à l'hôpital Tenon et « renommé » dans le traitement de l'endométriome. Cette maladie se caractérise par des douleurs particulièrement effroyables.

Plusieurs victimes ont porté plainte au pénal contre lui pour viol et viol en réunion, dont une mineure de 16 ans au moment des faits. Depuis 2014, des signalements à l'Ordre des médecins et à la direction de l'hôpital n'ont abouti à rien. Des internes ont alerté leur faculté, en vain.

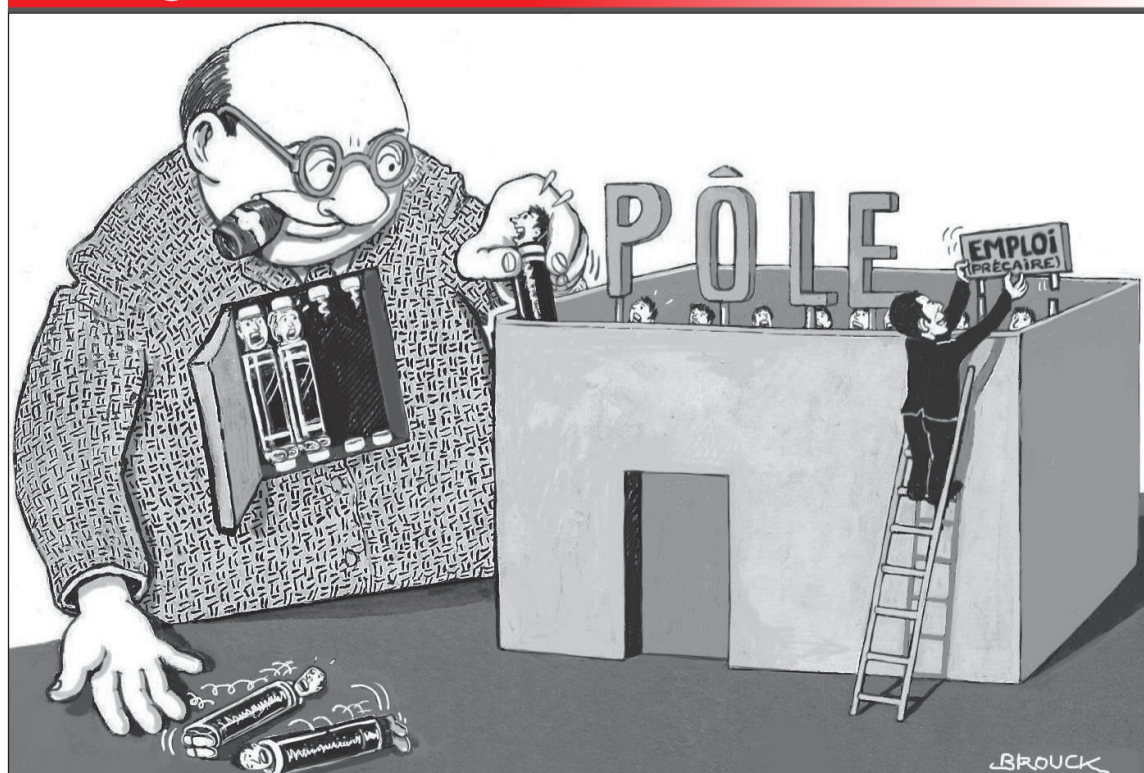
À Stop VOG, on a reçu plus de 150 témoignages accablants de violences le concernant. Un témoignage date même de 1996 ! Cette femme est restée traumatisée toute sa vie et attendait que le nom sorte sur les réseaux sociaux...

## Où en est-on après la mobilisation en octobre et la médiatisation ?

Le Collège national des gynécologues et obstétriciens français (CNGOF) a proposé une charte des bonnes pratiques, à afficher dans les cabinets gynécologiques. Même si nous saluons l'initiative, ce n'est bien sûr pas suffisant. Quant à Émile Daraï, il a été suspendu seulement de ses fonctions de chef de service et de responsable pédagogique, mais il continue à exercer, alors qu'une enquête interne de l'AP-HP est en cours. Nous demandons sa suspension pleine et entière de toutes ses fonctions hospitalières y compris ses consultations et opérations, par précaution. Il y a eu vote à l'unanimité dans ce sens au Conseil de Paris, vote resté sans effet à ce jour. On est face à une omerta et à une impunité sidérantes. Le pouvoir médical cristallise le patriarcat de notre société. Sans l'engagement des féministes, on n'y arrivera pas ! Stop VOG organise un cortège dans la manifestation #NousToutes du 20 novembre à Paris pour dénoncer les violences obstétricales et gynécologiques et exiger la suspension du professeur Émile Daraï pendant tout le temps de l'enquête de police et des poursuites judiciaires pouvant en découler. Stop VOG donne rendez-vous samedi prochain à 14 h au 5, place de la République à Paris à toutes les organisations et personnes sensibles à cette cause.

Propos recueillis par Sonia Casagrande

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**VOUS AVEZ DIT « POLÉMIQUE » ?** « Vidéo polémique : un pigeon vivant, attaché à une pancarte lors d'une manifestation de chasseurs, indigne » (Midi Libre, 22/09) ; « Polémique au Prix Goncourt : Camille Laurens soupçonnée de conflit d'intérêt » (Télérama, 22/09) ; « Remplacer la statue de Napoléon par celle de Gisèle Halimi ? La polémique s'empare de Rouen » (Le Parisien, 22/09) ; « Photos privées d'Éric Zemmour : les coulisses de la Une polémique de Paris Match » (RMC, 23/09)

À l'ère de l'info en continu et de ses plateaux de bavardage, les grands médias génèrent des « polémiques » à la pelle, inépuisable carburant de leur fonctionnement autophage. [...] Parfaitement adapté aux normes « guerrières » du flux et des formats médiatiques – pensons aux « débats » sous forme de matchs de catch –, produit de pratiques professionnelles routinières – scruter la « guerre » des réseaux sociaux –, l'usage du terme est devenu totalement performatif : décréter une « polémique », c'est, en soi, faire « advenir » un « événement » dans les médias. Peu importe le flacon, pourvu qu'il y ait l'ivresse... Une déclaration raciste d'Éric Zemmour sera ainsi jugée « polémique », au même titre qu'un projet de vente de chemins ruraux dans la Nièvre. Un nivellement ordinaire qui concourt, s'il en était besoin, à la dépolitisation ambiante. [...]

Ce vacarme quotidien, des professionnels des médias l'ont théorisé. « Coach média » pour un centre de formation, Emmanuel Vieilly a formé depuis 2016 plus de 500 journalistes et présentateurs. Il déclarait : « Une émission, c'est une histoire, avec des personnages. D'ailleurs, quand Cyril Hanouna vend "Touche pas à mon poste", il le vend avec la charte des personnages. Si vous ne mettez que des femmes sexy décérébrées, vous n'aurez pas de polémique sur le plateau, tout le monde sera d'accord. Il faut une sexy décérébrée, un séducteur, un intellectuel qui a écrit trois livres... Ça déclenche la guerre, donc ça crée de l'émotion et on a envie de regarder, pour savoir qui va gagner le combat. Comme une bagarre dans la rue, on a du mal à ne pas regarder ».

En roue libre. On voit ainsi l'intérêt principal du mot : servir, par son aspect spectaculaire, un « journalisme de marché » (Jacques Le Bohec), entièrement focalisé sur l'audience, donc sur le buzz. Poudre aux yeux, la polémique n'est plus qu'un argument de vente... et promotion de marque.

Sophie Eustache, Philippe Merlant et Pauline Perrenot, « Maux médiatiques : "Polémique" », acrimed.org, 5 novembre 2021.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel		<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel		<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org